



# Schéma Régional Biomasse d'Île-de-France

Phase 1 – Etablissement du diagnostic

*Annexe 1 : Note sur l'analyse  
réglementaire et politiques publiques*

Janvier 2019



# Sommaire

<b>Préambule .....</b>	<b>3</b>
<b>1 Rappel du contexte – rapport du GIEC du 8 octobre 2018....</b>	<b>4</b>
<b>2 Recensement des documents.....</b>	<b>5</b>
<b>3 Analyse des documents .....</b>	<b>10</b>
1.1 Eléments relatifs à la biomasse et à ses usages durables .....	10
1.2 Eléments relatifs à la qualité de l'air.....	34
1.3 Dispositions réglementaires applicables aux installations valorisant la biomasse pour la production d'énergie.....	39
1.3.1 Réglementation applicable aux unités de méthanisation :.....	39
1.3.1.1 Nomenclature ICPE : .....	39
1.3.1.2 Autres textes réglementaires pouvant s'appliquer : .....	43
1.3.2 Réglementation applicable aux unités de combustion :.....	48
1.3.2.1 Nomenclature ICPE .....	48
1.3.2.2 Autres textes réglementaires pouvant s'appliquer : .....	50
<b>4 Conclusions .....</b>	<b>51</b>



# Préambule

Dans le cadre de l'élaboration du Schéma Régional Biomasse (SRB) d'Île-de-France, il apparaît nécessaire la préalable prise en compte des différentes réglementations ainsi que des plans, schémas et stratégies susceptibles de contenir des objectifs et recommandations relatifs à la mobilisation ou à l'utilisation de la biomasse dans un cadre durable.

Cette note a donc pour objectifs de :

- Recenser tous les documents réglementaires, de planification ou d'orientation susceptibles de contenir des objectifs et recommandations relatifs à la mobilisation ou à l'utilisation durable de la biomasse
- Analyser ces documents :
  - o Quels objectifs relatifs à la biomasse ?
  - o Quels plans d'actions, recommandations et dispositifs associés ?

Les pouvoirs publics en Ile-de-France sont très impliqués dans la thématique qualité de l'air, l'Ile-de-France étant soumise à des dépassements de valeurs limites de concentrations de certains polluants atmosphériques. La valorisation énergétique de la biomasse ayant un impact non négligeable sur la qualité de l'air, un focus sur ce thème sera réalisé dans cette analyse des différentes réglementations, plans, schémas et stratégies.

La gestion des déchets ayant un rôle important dans la mobilisation de la biomasse issue de ces filières, les documents réglementaires et de planification traitant de ces filières sont également analysés parmi les éléments relatifs à la biomasse et à ses usages durables.

# 1 Rappel du contexte – rapport du GIEC du 8 octobre 2018

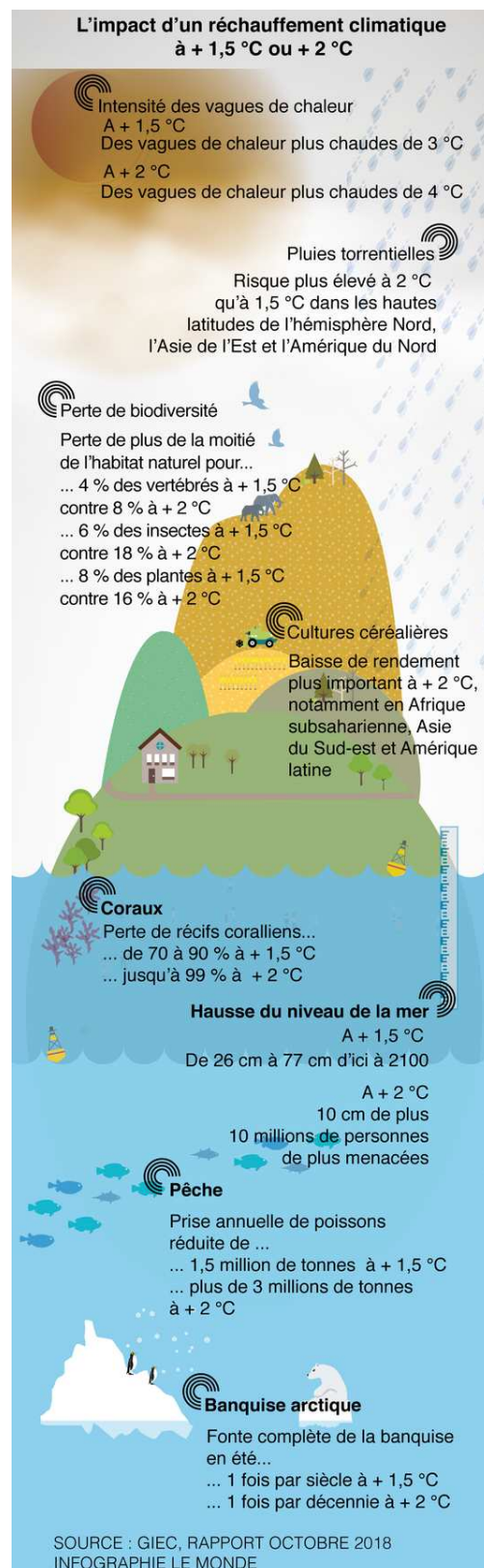
Le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC) alerte les Etats, dans son rapport publié le 8 octobre 2018<sup>1</sup>, des lourdes conséquences d'une augmentation des températures au-delà de 1,5 °C.

Ce rapport sur le réchauffement mondial de 1,5°C (par rapport à l'époque préindustrielle) commandé lors de la conférence des Nations unies de décembre 2015 en France (COP 21), est le premier rapport spécial jamais produit. Il donne à voir l'état de notre planète si l'accord de Paris rédigé lors de cette conférence était respecté. Ce traité international, signé par 197 Etats et ratifié par 188, vise à faire le maximum pour limiter le réchauffement du climat provoqué par les activités humaines à 2 °C, voire 1,5 °C.

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) des activités humaines sont la principale cause du réchauffement climatique. Il n'y a plus de doute là-dessus. Ce dernier se produit à un taux de 0,17 °C par décennie depuis 1950. Ainsi, au rythme actuel, le monde connaîtrait une hausse de 1,5 °C de la moyenne des températures entre 2030 et 2052. En 2017-2018, nous avons déjà atteint 1 °C d'augmentation du mercure depuis l'époque préindustrielle. L'objectif de l'accord de Paris est donc de ne « gagner » que 0,5 °C maximum d'ici à 2100.

Or la trajectoire est mal engagée pour limiter la hausse à 1,5 °C. Même si les Etats respectent leurs engagements pris à la COP 21, ce qui n'est pour l'instant pas le cas pour la majorité des pays, la planète se réchaufferait de 3 °C d'ici à la fin du siècle. Ce qui entraînerait des catastrophes irréversibles autant pour les humains que pour beaucoup d'autres espèces vivantes. Le groupe intergouvernemental a envisagé des scénarios où l'on dépasserait les 1,5 °C, avant d'y revenir avant la fin du siècle.

La valorisation énergétique d'une biomasse exploitée durablement, et valorisée dans de bonnes conditions est une des solutions mises en avant dans les différentes politiques publiques. Le Schéma Régional Biomasse d'Ile-de-France s'inscrit dans ce cadre.



<sup>1</sup> Résumé à l'intention des décideurs politiques : [http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15\\_spm\\_final.pdf](http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15_spm_final.pdf)

## 2 Recensement des documents

Les documents considérés sont les suivants :

	DOCUMENT	Autorité compétente	AVANCEMENT	LIEN INTERNET	ANNEE
Européen et national	Décret n° 2016-1134 relatif à la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse et aux schémas régionaux biomasse	Etat	Décret n° 2016-1134 publié le 19 août 2016	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033052833">https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033052833</a>	2016
	Paquet Economie circulaire :  Boucler la boucle – Un plan d'action de l'union Européenne en faveur de l'économie circulaire  Directive 2018/849 modifiant la directive 200/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques  Directive 2018/850 modifiant la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets  Directive 2018/851 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets  Directive 2018/952 modifiant la directive relative aux emballages et aux déchets d'emballage	UE	Plan d'action présenté le 2 décembre 2015  Directive 2018/849 du 30 mai 2018  Directive 2018/850 du 30 mai 2018  Directive 2018/851 du 30 mai 2018  Directive 2018/852 du 30 mai 2018	<a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52015DC0614">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52015DC0614</a> <a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2018.150.01.0093.01.FRA&amp;toc=OJ.L_.2018.150.TOC">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2018.150.01.0093.01.FRA&amp;toc=OJ.L_.2018.150.TOC</a> <a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32018L0850">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32018L0850</a> <a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2018.150.01.0109.01.FRA">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2018.150.01.0109.01.FRA</a> <a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32018L0852">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32018L0852</a>	2015 et 2018
	Directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (RED I)	UE	Directive 2009/28 CE du 23 avril 2009  <i>En cours de révision</i>	<a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32009L0028&amp;from=FR">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32009L0028&amp;from=FR</a>	2009
	Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE	UE	Directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012	<a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32012L0027">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32012L0027</a>	2012
	Directive 2016/2284 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques	UE	Directive 2016/2284 publiée le 14 décembre 2016	<a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv%3AOJ.L_.2016.344.01.0001.01.FRA">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv%3AOJ.L_.2016.344.01.0001.01.FRA</a>	2016
	Directive 2009/125/CE établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie	UE	Directive 2009/125/CE publiée le 21 octobre 2009  Règlement 2015/1185 publié le 24 avril 2015  Règlement 2015/1189 publié le 28	<a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A32009L0125">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A32009L0125</a> <a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32015R1185&amp;from=FR">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32015R1185&amp;from=FR</a> <a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32015R1189">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32015R1189</a>	2009 et 2015

DOCUMENT	Autorité compétente	AVANCEMENT	LIEN INTERNET	ANNEE
<p>Règlement 2015/1185 portant application de la directive 2009/125/CE en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux dispositifs de chauffage décentralisés à combustible solide</p> <p>Règlement 2015/1189 portant application de la directive 2009/125/CE en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux chaudières à combustible solide</p> <p>(Directive éco-conception)</p>		avril 2015		
<p>Directive 2015/2193 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes</p> <p>(Directive MCP)</p>	UE	Directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil publié le 25 novembre 2015	<a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32015L2193&amp;from=FR">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32015L2193&amp;from=FR</a>	2015
Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt	Etat	Loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029573022">https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029573022</a>	2014
Loi pour la Nouvelle Organisation Territoriale de la République	Etat	Loi n° 2015-991 du 7 août 2015	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030985460&amp;categorieLien=id">https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030985460&amp;categorieLien=id</a>	2015
Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte	Etat	Loi n° 2015-992 du 17 août 2015	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031044385">https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031044385</a>	2015
Loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable	Etat	Loi n°2018-938 du 30 octobre 2018	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037547946&amp;categorieLien=id">https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037547946&amp;categorieLien=id</a>	2018
Stratégie Nationale Bas Carbone	Etat	<p>Décret n° 2015-1491 du 18 novembre 2015</p> <p><i>En cours de révision</i></p>	<p><a href="https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031493783&amp;categorieLien=id">https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031493783&amp;categorieLien=id</a></p> <p><a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone-snbc">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone-snbc</a></p>	2015
Programmation Pluriannuelle de l'Energie 2016-2023	Etat	<p>Décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016</p> <p><i>En cours de révision</i></p>	<p><a href="https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/10/27/DEVR1619015D/lo/texte">https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/10/27/DEVR1619015D/lo/texte</a></p> <p><a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/programmations-pluriannuelles-lenergie-ppe">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/programmations-pluriannuelles-lenergie-ppe</a></p>	2016
Programme National de la Forêt et du Bois	Etat	Décret n° 2017-155 du 8 février 2017	<p><a href="http://agriculture.gouv.fr/le-programme-national-de-la-foret-et-du-bois-2016-2026">http://agriculture.gouv.fr/le-programme-national-de-la-foret-et-du-bois-2016-2026</a></p> <p><a href="https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/2/8/AGRT1632600D/lo/texte">https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/2/8/AGRT1632600D/lo/texte</a></p>	2017
Stratégie bioéconomie pour la France : Plan d'actions 2018-2020	Etat	<p>Stratégie issue de l'application de la Loi sur la transition énergétique du 17 août 2015 (LTECV)</p> <p>Plan d'action 2018-2020 dévoilé le 26 février 2018</p>	<a href="https://agriculture.gouv.fr/une-strategie-bioeconomie-pour-la-france-plan-daction-2018-2020">https://agriculture.gouv.fr/une-strategie-bioeconomie-pour-la-france-plan-daction-2018-2020</a>	2017
Stratégie Nationale de Mobilisation de la Biomasse (SNMB)	Etat	Arrêté du 26 février 2018 portant publication de la SNMB	<p><a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/biomasse-energie">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/biomasse-energie</a></p> <p><a href="https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?categorieLien=id&amp;cidTexte=JORFTEXT000036711308&amp;dateTexte=">https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?categorieLien=id&amp;cidTexte=JORFTEXT000036711308&amp;dateTexte=</a></p>	2018
Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC - 2)	Etat	Lancement du deuxième Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC-2) le 20 décembre 2018	<a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/adaptation-france-au-changement-climatique">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/adaptation-france-au-changement-climatique</a>	2018
Plan Energie Méthanisation Autonomie Azote (EMAA)	Etat	Lancé en 2013 par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et le	<a href="http://agriculture.gouv.fr/file/le-plan-energie-methanisation-autonomie-azote-ema">http://agriculture.gouv.fr/file/le-plan-energie-methanisation-autonomie-azote-ema</a>	2013



	DOCUMENT	Autorité compétente	AVANCEMENT	LIEN INTERNET	ANNEE
			ministère de la Transition écologique et solidaire		
	Feuille de route Economie Circulaire	Etat	Publiée en mai 2018	<a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/gouvernement-devoile-feuille-route-economie-100-circulaire">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/gouvernement-devoile-feuille-route-economie-100-circulaire</a>	2018
	Feuilles de route Qualité de l'Air	Etat	Publiée en avril 2018	<a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/publication-des-feuilles-route-sur-qualite-lair-nicolas-hulot-salve-mobilisation-des-acteurs-locaux">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/publication-des-feuilles-route-sur-qualite-lair-nicolas-hulot-salve-mobilisation-des-acteurs-locaux</a>	2018
	Plan climat	Etat	Publié en 2017	<a href="https://www.gouvernement.fr/action/plan-climat">https://www.gouvernement.fr/action/plan-climat</a>	2017
	Plan de soutien à l'élevage français	Etat	Adopté par le Gouvernement le 22 juillet 2015 et renforcé en septembre 2015 puis en janvier 2016	<a href="https://agriculture.gouv.fr/plan-de-soutien-lelevage-le-rappel-des-mesures-engagees-au-niveau-national">https://agriculture.gouv.fr/plan-de-soutien-lelevage-le-rappel-des-mesures-engagees-au-niveau-national</a>	2015
	Plan Bois Construction	Etat	Première édition en 2009, deuxième édition en 2014, 3ème édition annoncée le 28 septembre 2017, en cours de préparation	<a href="http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/utilisation-du-bois">http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/utilisation-du-bois</a>	2017
	Plan Agriculture-Innovation 2025	Etat	Lancé le 22 octobre 2015	<a href="https://agriculture.gouv.fr/agriculture-innovation-2025-des-orientations-pour-une-agriculture-innovante-et-durable">https://agriculture.gouv.fr/agriculture-innovation-2025-des-orientations-pour-une-agriculture-innovante-et-durable</a>	2015
	Plan recherche et innovation 2025 pour la filière forêt-bois	Etat	Rapport remis le 9 mai 2016, plan engagé courant 2016.	<a href="https://agriculture.gouv.fr/filiere-foret-bois-le-plan-recherche-innovation-2025">https://agriculture.gouv.fr/filiere-foret-bois-le-plan-recherche-innovation-2025</a>	2016
	Plan de développement de l'agroforesterie	Etat	Lancé le 17 décembre 2015	<a href="https://agriculture.gouv.fr/un-plan-national-de-developpement-pour-lagroforesterie">https://agriculture.gouv.fr/un-plan-national-de-developpement-pour-lagroforesterie</a>	2015
	Plan national d'action en faveur des énergies renouvelables (2009-2020)	Etat	Remis à la Commission Européenne en août 2010	<a href="http://www.ebb-eu.org/legis/ActionPlanDirective2009_28/national_renewable_energy_action_plan_france_fr.pdf">http://www.ebb-eu.org/legis/ActionPlanDirective2009_28/national_renewable_energy_action_plan_france_fr.pdf</a>	2010
	Plan national d'action en matière d'efficacité énergétique	Etat	Remis à la Commission Européenne en août 2010, actualisé en 2017	<a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/action-france-lefficacite-energetique">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/action-france-lefficacite-energetique</a>	2017
	Plan d'action matériaux de construction biosourcés	Etat	Premier plan d'actions publié en février 2011, bilan et nouveau plan d'actions publié en octobre 2016	<a href="http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/produits-de-construction-et-materiaux-bio-sources">http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/produits-de-construction-et-materiaux-bio-sources</a>	2016
	Plan de compétitivité des exploitations agricoles (PCEA)	Etat	Lancé le 3 juin 2014	<a href="https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents//020614-plan-competitivite-BD_cle832864.pdf">https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents//020614-plan-competitivite-BD_cle832864.pdf</a>	2014
	Plan protéines végétales 2014-2020	Etat	Lancé en 2014	<a href="https://agriculture.gouv.fr/le-plan-proteines-vegetales-pour-la-france-2014-2020">https://agriculture.gouv.fr/le-plan-proteines-vegetales-pour-la-france-2014-2020</a>	2014
	Programme des Investissements d'Avenir	Etat			
	Programmes Energies Décarbonnées et chimie verte du PIA	Etat			
	Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020	Etat	Adoption le 4 février 2015	<a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/strategie-nationale-transition-ecologique-vers-developpement-durable-2015-2020">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/strategie-nationale-transition-ecologique-vers-developpement-durable-2015-2020</a>	2015
	Plan ressources pour la France	Etat	Publié en juillet 2018	<a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/productivite-des-ressources">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/productivite-des-ressources</a>	2018
	Feuille de route Economie Circulaire	Etat	Publiée en mai 2018	<a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/gouvernement-devoile-feuille-route-economie-100-circulaire">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/gouvernement-devoile-feuille-route-economie-100-circulaire</a>	2018
	Feuilles de route Qualité de l'Air	Etat	Publiée en avril 2018	<a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/publication-des-feuilles-route-sur-qualite-lair-nicolas-hulot-salve-mobilisation-des-acteurs-locaux">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/publication-des-feuilles-route-sur-qualite-lair-nicolas-hulot-salve-mobilisation-des-acteurs-locaux</a>	2018
	Plan climat	Etat	Publié en 2017	<a href="https://www.gouvernement.fr/action/plan-climat">https://www.gouvernement.fr/action/plan-climat</a>	2017
	Plan national de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques	Etat	Arrêté du 10 mai 2017 établissant le PREPA  Décret n° 2017-949 du 10 mai 2017 fixant les objectifs nationaux de réduction des émissions de certains polluants atmosphériques en application de l'article L. 222-9 du code de l'environnement	<a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politiques-publiques-reduire-pollution-lair">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politiques-publiques-reduire-pollution-lair</a> <a href="https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/5/10/DEV1707211D/jo/texte">https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/5/10/DEV1707211D/jo/texte</a> <a href="https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2017/5/10/DEV1707177A/jo/texte">https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2017/5/10/DEV1707177A/jo/texte</a>	2017
	Compte-rendu du groupe de travail national méthanisation du MTEs	Etat	Publié le 26 mars 2018	<a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2018.03.26_DP_Conclusions_methanisation.pdf">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2018.03.26_DP_Conclusions_methanisation.pdf</a>	2018
Régional	Plan Régional d'Agriculture Durable	Préfet de Région	Arrêté par le préfet de la région Île-de-France le 7 novembre 2012	<a href="http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/Plan-regional-de-l-agriculture">http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/Plan-regional-de-l-agriculture</a> <a href="http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Arrete_PRAD_signe_le_07112012_cle86e27d.pdf">http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Arrete_PRAD_signe_le_07112012_cle86e27d.pdf</a>	2012
	Plan de Protection de l'Atmosphère 2018-2025	Préfet de Région	Arrêté d'approbation et de mise en oeuvre du PPA du 31 janvier 2018	<a href="https://www.maqualitedelair-idf.fr/nouveau-plan-de-protection-de-latmosphere-a-ete-approuve-31-janvier-2018/">https://www.maqualitedelair-idf.fr/nouveau-plan-de-protection-de-latmosphere-a-ete-approuve-31-janvier-2018/</a> <a href="https://www.maqualitedelair-idf.fr/w2020/wp-content/uploads/2018/02/2018-arr%C3%AAt%C3%A9-PPA3-vSjGNE.pdf">https://www.maqualitedelair-idf.fr/w2020/wp-content/uploads/2018/02/2018-arr%C3%AAt%C3%A9-PPA3-vSjGNE.pdf</a>	2013

DOCUMENT	Autorité compétente	AVANCEMENT	LIEN INTERNET	ANNEE
CPER : Contrat de Plan Etat Région 2015-2020	Coélaboration du Préfet de Région et du Président du Conseil Régional	Signé le 9 juillet 2015  Avenant du 7 février 2017	<a href="https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/cper-2015-2020-bd.pdf">https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/cper-2015-2020-bd.pdf</a>  <a href="http://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france/content/download/35866/242503/file/CPER%202015-2020%20REVISE%207%20FEV%202017%20SIGNE.pdf">http://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france/content/download/35866/242503/file/CPER%202015-2020%20REVISE%207%20FEV%202017%20SIGNE.pdf</a>	2015
Schéma Régional Climat Air Energie  <i>Evaluation et révision à venir</i>	Coélaboration du Préfet de Région et du Président du Conseil Régional	Approuvé par le Conseil régional le 23 novembre 2012, arrêté par le préfet de la région Île-de-France le 14 décembre 2012	<a href="http://www.srae-idf.fr/">http://www.srae-idf.fr/</a>	2012
Schéma Régional de Cohérence Ecologique	Coélaboration du Préfet de Région et du Président du Conseil Régional	Approuvé par délibération du Conseil régional du 26 septembre 2013, arrêté n°2013294-0001 du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, le 21 octobre 2013	<a href="http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/le-srce-d-ile-de-france-adopte-a1685.html#sommaire_3">http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/le-srce-d-ile-de-france-adopte-a1685.html#sommaire_3</a>	2013
Plan Régional l'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés  <i>Remplacé par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets à l'adoption de ce dernier</i>	Président du Conseil Régional	Approuvé par le Conseil régional le 26 novembre 2009	<a href="https://www.iledefrance.fr/mediatheque/plan-regional-d-elimination-dechets-menagers-assimiles-predma">https://www.iledefrance.fr/mediatheque/plan-regional-d-elimination-dechets-menagers-assimiles-predma</a>	2009
Stratégie régionale énergie-climat	Président du Conseil Régional	Approuvée par le Conseil régional le 3 juillet 2018	<a href="https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/mariane/RAPCR%202018-016RAP.pdf">https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/mariane/RAPCR%202018-016RAP.pdf</a>	2018
Pacte Agricole	Président du Conseil Régional	Approuvée par le Conseil régional le 31 mai 2018	<a href="https://www.iledefrance.fr/la-region/projets-rapports-deliberations/le-pacte-agricole-un-livre-blanc-l-agriculture-francilienne">https://www.iledefrance.fr/la-region/projets-rapports-deliberations/le-pacte-agricole-un-livre-blanc-l-agriculture-francilienne</a>	2018
Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF)	Président du Conseil Régional	Approuvé par le Conseil régional le 18 octobre 2013	<a href="https://www.iledefrance.fr/competence/schema-directeur-region">https://www.iledefrance.fr/competence/schema-directeur-region</a>	2013
Stratégie régionale de développement de la méthanisation	Président du Conseil Régional	Approuvée par le Conseil régional le 13 février 2014	<a href="https://www.iledefrance.fr/rapports-votes/strategie-developpement-methanisation-ile-France">https://www.iledefrance.fr/rapports-votes/strategie-developpement-methanisation-ile-France</a>	2014
Politique régionale en faveur des Nouveaux Véhicules Urbains	Président du Conseil Régional	Approuvée par le Conseil régional le 13 février 2014	<a href="https://www.iledefrance.fr/rapports-votes/politique-regionale-faveur-du-developpement-nouveaux-vehicules-urbains">https://www.iledefrance.fr/rapports-votes/politique-regionale-faveur-du-developpement-nouveaux-vehicules-urbains</a>	2014
Changeons d'air en Île-de-France ; plan pour la qualité de l'air	Président du Conseil Régional	Approuvé par le Conseil régional le 16 juin 2016	<a href="https://www.iledefrance.fr/rapports-votes/changeons-air-ile-france-plan-regional-qualite-air-2016-2021">https://www.iledefrance.fr/rapports-votes/changeons-air-ile-france-plan-regional-qualite-air-2016-2021</a>	2016
SRDEII Stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation	Président du Conseil Régional	Approuvé par le Conseil régional le 14 décembre 2016	<a href="https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/srdeii-1216.pdf">https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/srdeii-1216.pdf</a>	2016
Plan Vert	Président du Conseil Régional	Approuvé par le Conseil régional le 20 février 2017	<a href="https://www.iledefrance.fr/presse/dossier-presse-plan-vert-ile-france-nature-tous-partout-2017-2021">https://www.iledefrance.fr/presse/dossier-presse-plan-vert-ile-france-nature-tous-partout-2017-2021</a>  <a href="https://www.iledefrance.fr/le-plan-vert-d-ile-de-france">https://www.iledefrance.fr/le-plan-vert-d-ile-de-france</a>	2017
Stratégie Régionale Forêt Bois	Président du Conseil Régional	Approuvé par le Conseil régional le 23 novembre 2017	<a href="https://www.iledefrance.fr/projets-rapports-deliberations/strategie-regionale-foret-bois-2018-2021">https://www.iledefrance.fr/projets-rapports-deliberations/strategie-regionale-foret-bois-2018-2021</a>	2017
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets	Président du Conseil Régional	Présenté à la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) le 13 décembre 2018	<a href="http://espaceprojets.iledefrance.fr/jahia/Jahia/planification_dechets/site/projets/pid/6664">http://espaceprojets.iledefrance.fr/jahia/Jahia/planification_dechets/site/projets/pid/6664</a>	2018
Plan régional d'actions en faveur de l'économie circulaire	Président du Conseil	Présenté à la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi	<a href="http://espaceprojets.iledefrance.fr/jahia/Jahia/planification_dechets/site/projets/pid/6664">http://espaceprojets.iledefrance.fr/jahia/Jahia/planification_dechets/site/projets/pid/6664</a>	2018

	DOCUMENT	Autorité compétente	AVANCEMENT	LIEN INTERNET	ANNEE
		Régional	(CCES) le 13 décembre 2018		
	Programme Régional de la Forêt et du Bois	Coélaboration du Préfet de Région et du Président du Conseil Régional	Projet présenté à la CRFB du 7 novembre 2018 et transmis à l'Autorité environnementale pour avis le 11 janvier 2019	<a href="http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/Version-V2-de-decembre-2018">http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/Version-V2-de-decembre-2018</a>	2019
Local	Plans Climat-Air-Energie Territoriaux /Plans Climat-Energie Territoriaux	EPCI	Mise en œuvre en cours en Île-de- France Trois PCAET approuvés seulement sur 62 collectivités concernées à début 2019 (Métropole du Grand Paris, Ville de Paris, et Cergy- Pontoise)  Le volet biomasse de ces PCAET fera l'objet d'une analyse dans les prochaines versions du Schéma Régional Biomasse. Les prochaines versions du Schéma Régional Biomasse s'appuieront sur les données locales et objectifs locaux récoltés.	<a href="http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/plans-climat-air-energie-territoriaux-pcaet-r652.html">http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/plans-climat-air-energie-territoriaux-pcaet-r652.html</a>	

# 3 Analyse des documents

## 1.1 Eléments relatifs à la biomasse et à ses usages durables

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse
Décret n° 2016-1134 relatif à la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse et aux schémas régionaux biomasse	Décret	Le décret détermine le contenu de la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse et des schémas régionaux biomasse et leurs modalités d'articulation.
<p>Paquet Economie circulaire :</p> <p>Boucler la boucle – Un plan d'action de l'union Européenne en faveur de l'économie circulaire</p> <p>Directive 2018/849 modifiant la directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques</p> <p>Directive 2018/850 modifiant la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets</p> <p>Directive 2018/851 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets</p>	<p>Plan d'action européen et directives associées</p>	<p>Plan d'action définissant un certain nombre d'actions à déployer au cours des années 2016-2018 sur les différents thèmes de travail liés à l'économie circulaire (définition d'objectifs et d'actions de prévention et de gestion des déchets, mise en place d'une stratégie européenne sur les déchets plastiques, lutte contre le gaspillage alimentaire, ...) :</p> <p>Les quatre directives contiennent les éléments clés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectif commun à l'Union de recyclage de 65% des déchets municipaux d'ici à 2035</li> <li>- Objectif commun à l'Union de recyclage de 70% des déchets d'emballage à 2030</li> <li>- Objectif obligatoire de mise en décharge pour réduire celle-ci à un taux maximal de 10% des déchets municipaux d'ici à 2035</li> <li>- Interdiction de mise en décharge des déchets collectés séparément, avec l'obligation de mettre en place une collecte séparée des biodéchets d'ici à 2023 ainsi que des produits textiles et des déchets dangereux provenant des ménages d'ici à 2025</li> <li>- La promotion d'instruments économiques visant à décourager la mise en décharge</li> <li>- L'adoption de définitions simplifiées et améliorées et de méthodes de calcul harmonisées des taux de recyclage dans l'ensemble de l'Union</li> <li>- Des mesures concrètes pour promouvoir la réutilisation et stimuler la symbiose industrielle – la transformation des sous-produits d'un secteur en matières premières pour un autre secteur</li> <li>- Des régimes obligatoires de responsabilité élargie des producteurs, pour que les producteurs mettent sur le marché des produits plus écologiques et soutiennent des systèmes de valorisation et de recyclage (pour les emballages, les piles, les équipements électriques et électroniques et les véhicules hors d'usage, par exemple)</li> </ul>

DOCUMENT	Description	Éléments relatifs à la biomasse
Directive 2018/952 modifiant la directive relative aux emballages et aux déchets d'emballage		
Directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (RED I)	Directive européenne  <i>En cours de révision</i>	<p>Objectifs :</p> <p>Au moins 20 % d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie de la Communauté d'ici à 2020</p> <p>Objectif pour la France : 23% en 2020</p> <p>Dans le secteur des transports, tous les Etats membres partagent un objectif identique de 10 % de la part d'énergie d'origine renouvelable dans la consommation finale brut.</p> <p>Des critères de durabilité sont introduits pour les biocarburants</p> <p><i>Directive européenne RED II (Renewable Energy Directive) en cours d'élaboration dans le cadre du « Paquet énergie propre pour tous les Européens ».</i></p> <p><i>Une proposition de révision de la directive énergies renouvelables (2016/0382) amendant la directive 2009/28/CE fait partie du paquet énergie propre pour tous les européens. Le paquet d'hiver a été présenté le 30 novembre 2016. Il vise en particulier à établir les objectifs EnR à l'horizon 2030 de 32 %. La publication du texte négocié en juin 2018 est toujours en attente. Il répond à la question de la durabilité des bioénergies et de l'impact environnemental de l'usage de la bioénergie à grande échelle posée depuis de nombreuses années par la société civile.</i></p> <p><i>La proposition de directive étend les critères de durabilité qui s'appliquent aux biocarburants depuis 2009 à toutes les bioénergies :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaleur</li> <li>- Electricité</li> <li>- Biogaz</li> </ul> <p><i>Les biomasses concernées sont les suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Agricole</li> <li>- Forestière</li> <li>- Biodéchets</li> </ul> <p><i>Les bioénergies devront être durables pour pouvoir :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer aux objectifs européens et nationaux relatifs à la part des énergies renouvelables à partir de 2030 dans la consommation énergétique</li> <li>- Mesurer la conformité aux obligations en matière d'énergie renouvelable</li> <li>- Etre éligibles à un soutien financier pour la consommation des bioénergies</li> </ul> <p><i>Méthode :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les critères de durabilité des bioénergies :</li> </ul> <p><i>Critères de durabilité amont terre/sol par type de biomasse agriculture forêt + critères d'émissions de GES + critères d'efficacité énergétique</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification des critères :</li> </ul> <p><i>Par certification, bilan massique</i></p>
Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité		<p>Elle établit un cadre commun de mesures pour la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union. L'objectif est d'accroître de 20% l'efficacité énergétique d'ici 2020.</p> <p>Ce texte prévoit les mesures d'économie d'énergie qu'appliqueront tous les États membres. Une des mesures du texte prévoit un objectif contraignant d'efficacité énergétique à hauteur de 1,5 % par an de l'ensemble des ventes d'énergies, hors transports (article 7). La directive introduit également un objectif de 3 % de rénovation annuelle des bâtiments de l'État (article 5). De plus, les États devront développer une stratégie de réduction des consommations de l'ensemble du parc bâti existant à long terme, au-delà de 2020. Une série de mesures comprend aussi la systématisation des audits énergétiques dans les grandes entreprises, la transparence des factures et le soutien à la cogénération. Au-delà de</p>

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse
énergétique		<p>ce socle commun, chaque État membre pourra, bien sûr développer en complément ses propres mesures.</p> <p>En application de l'article 24 de la directive, la France publie chaque année un rapport annuel synthétique, et tous les 3 ans un rapport complet (dit PNAEE - plan national d'action en matière d'efficacité énergétique) décrivant l'ensemble des mesures d'efficacité énergétique mises en œuvre.</p> <p>La directive va être revue dans le cadre du paquet d'hiver de la Commission.</p>
Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt	Loi	<p>La Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt comporte dorénavant 96 articles répartis en sept parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Performance économique et environnementale des filières agricoles et agroalimentaires ;</li> </ul> <p>Objectif : Engager la transition agro-écologique des territoires en misant sur la force du collectif et les démarches ascendantes des territoires</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et renouvellement des générations ;</li> </ul> <p>Objectif : Faciliter et assurer le renouvellement des générations d'exploitants et préserver l'aménagement des territoires par une protection accrue des espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Politique de l'alimentation et performance sanitaire ;</li> <li>• Enseignement, formation, recherche et développement agricole et forestier ;</li> </ul> <p>Objectif : Appuyer la transition agro-écologique des territoires avec un enseignement technique et supérieur agricole dynamique, innovant et ouvert, favorisant la promotion sociale et une recherche agronomique et vétérinaire de pointe sur la scène internationale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dispositions relatives à la forêt ;</li> </ul> <p>Objectif : Relever le défi d'une filière bois et forêt durable et compétitive, en France et à l'internationale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dispositions relatives à l'Outre-mer ;</li> <li>• Dispositions transitoires.</li> </ul>
Loi pour la Nouvelle Organisation Territoriale de la République	Loi	<p>La loi NOTRE supprime la clause de compétence générale pour les régions et les départements</p> <p>En ce qui concerne le domaine des déchets, la loi NOTRe acte le transfert de la planification des déchets du bâtiment et des déchets non dangereux des départements aux régions. Celles-ci sont ainsi chargées de réaliser un plan régional unique pour les différentes catégories de déchets pour février 2017. (PRPGD)</p>

DOCUMENT	Description	Éléments relatifs à la biomasse
		<p>De plus, la loi prévoit le transfert obligatoire de la compétence « gestion des déchets et assimilés » des communes aux communautés de communes et aux communautés</p> <p>Les communes doivent présenter un plan prévisionnel d'équipement et de mise à niveau relatif au service de la collecte et du traitement des déchets au plus tard le 31 décembre 2019.</p> <p>La loi NOTRe crée une compétence « schéma directeur des réseaux de distribution d'énergie » au bénéfice de la métropole du Grand Paris, les compétences « concession de distribution d'électricité et de gaz restant à la charge des syndicats d'énergie franciliens.</p> <p>La loi permet, par dérogation, aux départements, par convention avec la Région et en complément de celle-ci, de participer, par des subventions, au financement d'aides accordées par la Région, en faveur d'organisation de producteurs au sens des articles L. 551-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime et d'entreprises exerçant une activité de production, de commercialisation et de transformation de produits agricoles, de produits de la forêt ou de produits de la pêche. Ces aides du département ont pour objet de permettre à ces organisations et à ces entreprises d'acquérir, de moderniser ou d'améliorer l'équipement nécessaire à la production, à la transformation, au stockage ou à la commercialisation de leurs produits, ou de mettre en œuvre des mesures en faveur de l'environnement.</p>
Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte	Loi	<p>La politique énergétique nationale a pour objectif :</p> <p>« 4° De porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation en 2030 ; à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter 40 % de la production d'électricité, 38 % de la consommation finale de chaleur, 15 % de la consommation finale de carburant et 10 % de la consommation de gaz ;</p> <p>« 9° De multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030. »</p> <p>La politique nationale de prévention et de gestion des déchets a pour objectif :</p> <p>« 4° Augmenter la quantité de déchets faisant l'objet d'une valorisation sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation, respectivement, 55 % en 2020 et 65 % en 2025 des déchets non dangereux non inertes, mesurés en masse.</p>
Loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable	Loi	<p>La loi est venue introduire diverses mesures favorables au biogaz, notamment au sein de son Titre III (mesures de simplification dans le domaine agricole).</p> <p>L'article 94 de la loi ajoute deux articles au code de l'énergie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article L. 453-9, qui prévoit que « lorsqu'une installation de production de biogaz est située à proximité d'un réseau de gaz naturel, les gestionnaires des réseaux de gaz naturel doivent effectuer les renforcements nécessaires pour permettre l'injection dans le réseau du biométhane produit ».</li> </ul> <p>Un décret définira les conditions et limites permettant de s'assurer de la pertinence technico-économique des investissements, après avis de la Commission de régulation de l'énergie. Il précisera la partie du coût des renforcements des réseaux à la charge du ou des gestionnaires des réseaux et celle restant à la charge du ou des producteurs ainsi que la répartition de cette dernière entre les différents producteurs concernés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article L. 453-10, qui prévoit qu'un réseau public de distribution de gaz naturel peut comprendre une canalisation de distribution de gaz située hors de la zone de desserte du gestionnaire de ce réseau public sous réserve de l'accord entre l'autorité organisatrice de ce réseau et les communes sur le territoire desquelles la canalisation est implantée ou, le cas échéant, leurs établissements publics de coopération intercommunale ou syndicats mixtes lorsque la compétence afférente à la distribution publique de gaz leur a été transférée ?</li> </ul> <p>L'article 94 modifie également l'article L. 111-97 du code de l'énergie, en inscrivant le droit à l'injection : « Un droit d'accès aux ouvrages de transport et de distribution de gaz naturel ainsi qu'aux installations de gaz naturel liquéfié, y compris les installations fournissant des services auxiliaires, est garanti par les opérateurs qui les exploitent aux clients, aux producteurs de biogaz ainsi qu'aux fournisseurs et à leurs mandataires, dans des conditions définies par contrat ».</p>

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse																																										
		<p>L'article 95 de la loi précise également les modalités de sortie du statut de déchet des digestats.</p> <p>Ainsi, l'article L. 225-12 du code rural prévoit désormais, qu'outre la conformité à un cahier des charges pris en application du 3° de l'article L. 255-5 du code rural (<i>cf.</i> cahier des charges du 13 juin 2016), le digestat qui ne comprend pas de boues de STEP peut sortir du statut de déchet de fait de sa conformité à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>à un règlement de l'Union Européenne mentionné au 2° de l'article L. 255-5 du code rural ès lors qu'il garantit que l'ensemble des conditions prévues à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement sont remplies ;</li><li>à une norme mentionnée au 1° de l'article L. 255-5 du code rural pour laquelle une évaluation de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail montre qu'elle garantit que l'ensemble des conditions prévues à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement sont remplies (les normes concernées seront précisées par un décret d'application. Les normes potentiellement concernées sont les normes NFU 44-051, NFU 44-095 et NFU 42-001) ;</li></ul>																																										
Stratégie Nationale Bas Carbone	<p>Document de stratégie national</p> <p><i>En cours de révision</i></p>	<p>La SNBC détermine des budgets carbone.(objectifs de réduction des émissions) pour chaque secteur.</p> <p>Répartition sectorielle indicative</p> <table><caption>Répartition sectorielle indicative (Mt CO2eq)</caption><thead><tr><th>Secteur</th><th>1990</th><th>2013</th><th>1er budget (2015-2018)</th><th>2ème budget (2019-2023)</th><th>3ème budget (2024-2028)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Traitement des déchets</td><td>17</td><td>20</td><td>18</td><td>15</td><td>13</td></tr><tr><td>Agriculture</td><td>98</td><td>92</td><td>86</td><td>83</td><td>80</td></tr><tr><td>Industrie de l'énergie</td><td>78</td><td>57</td><td>55</td><td>55</td><td>55</td></tr><tr><td>Industrie manufacturière</td><td>148</td><td>88</td><td>80</td><td>75</td><td>68</td></tr><tr><td>Résidentiel-tertiaire</td><td>90</td><td>99</td><td>76</td><td>61</td><td>46</td></tr><tr><td>Transport</td><td>121</td><td>138</td><td>127</td><td>110</td><td>96</td></tr></tbody></table>	Secteur	1990	2013	1er budget (2015-2018)	2ème budget (2019-2023)	3ème budget (2024-2028)	Traitement des déchets	17	20	18	15	13	Agriculture	98	92	86	83	80	Industrie de l'énergie	78	57	55	55	55	Industrie manufacturière	148	88	80	75	68	Résidentiel-tertiaire	90	99	76	61	46	Transport	121	138	127	110	96
Secteur	1990	2013	1er budget (2015-2018)	2ème budget (2019-2023)	3ème budget (2024-2028)																																							
Traitement des déchets	17	20	18	15	13																																							
Agriculture	98	92	86	83	80																																							
Industrie de l'énergie	78	57	55	55	55																																							
Industrie manufacturière	148	88	80	75	68																																							
Résidentiel-tertiaire	90	99	76	61	46																																							
Transport	121	138	127	110	96																																							



DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse																																																
		<div><p>Répartition sectorielle indicative</p><table><caption>Données estimées du graphique (Mt CO2eq)</caption><thead><tr><th>Secteur</th><th>1990</th><th>2013</th><th>1er budget (2015-2018)</th><th>2ème budget (2019-2023)</th><th>3ème budget (2024-2028)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Traitement des déchets</td><td>17</td><td>20</td><td>18</td><td>15</td><td>13</td></tr><tr><td>Agriculture</td><td>98</td><td>92</td><td>85</td><td>83</td><td>80</td></tr><tr><td>Industrie de l'énergie</td><td>78</td><td>57</td><td>55</td><td>55</td><td>55</td></tr><tr><td>Industrie manufacturière</td><td>148</td><td>88</td><td>80</td><td>75</td><td>68</td></tr><tr><td>Résidentiel-tertiaire</td><td>90</td><td>99</td><td>76</td><td>61</td><td>46</td></tr><tr><td>Transport</td><td>121</td><td>136</td><td>127</td><td>110</td><td>95</td></tr><tr><td><b>Total</b></td><td><b>561</b></td><td><b>492</b></td><td><b>436</b></td><td><b>399</b></td><td><b>361</b></td></tr></tbody></table></div> <p>Le rôle de la biomasse dans le stockage de carbone est réaffirmé</p> <p>La SNBC définit également des recommandations pour les différents secteurs.</p> <p>Recommandations dans le secteur agricole</p> <p>Les objectifs principaux consistent à diminuer les émissions directes du secteur agricole (N2O, CH4), à stocker ou préserver le carbone dans les sols et la biomasse, et à substituer des émissions d'origine fossile par une valorisation (pour la production de matériaux biosourcés ou d'énergie) de la biomasse. L'atteinte de ces objectifs suppose la mise en œuvre renforcée du projet agro-écologique, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>•l'optimisation de l'usage des intrants (engrais, alimentation animale,...) et la recherche d'autonomie avec des ressources locales (substitution des engrais minéraux par des engrais organiques, autonomie protéique et optimisation des rations animales,...)</li><li>•la diversification des assolements et le développement des légumineuses ;</li><li>•le maintien des prairies permanentes et le développement de l'agroforesterie, des haies, et des autres infrastructures agro-écologiques</li><li>•la couverture des sols et l'augmentation du taux de matière organique dans les sols ;</li><li>•le développement des productions à forte valeur ajoutée</li><li>•la performance énergétique des bâtiments et équipements agricoles ainsi qu'un développement important de la méthanisation agricole.</li></ul> <p>Recommandations dans le secteur Forêt - bois -biomasse :</p> <p>Stratégie :</p> <p>Pour valoriser l'ensemble des formes de biomasse en privilégiant les utilisations générant le plus de valeur ajoutée, il sera nécessaire, notamment, de recourir massivement au bois d'œuvre (et aux autres produits bio-sourcés) dans le secteur de la construction, et de développer les filières industrielles et commerciales correspondantes. Le développement de ces filières de valorisation constitue la toute première priorité – mais si des efforts en ce sens doivent impérativement être entrepris dès à présent, ce développement ne pourra se faire que sur le long terme. Il doit s'articuler avec l'objectif de valorisation énergétique des ressources mobilisables et sans débouché dans les filières « bois d'œuvre » (cet objectif devant toutefois lui-même tenir compte du besoin des autres filières utilisatrices de biomasse), de manière à limiter le recours aux énergies fossiles.</p> <p>La mise en œuvre de ces deux objectifs passe par :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une demande du marché quintuplée en produits bio-sourcés (et notamment en produits-bois), et une structuration de la filière permettant de la satisfaire ; ceci suppose une action de long terme, déjà engagée et à renforcer substantiellement, des pouvoirs publics et des professions, en faveur de la substitution matériau, qui représente le plus fort gisement de valeur ajoutée (actions sur les investisseurs, les prescripteurs, les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre, la R&amp;D, la réglementation, la performance environnementale, etc...).</li><li>- une sylviculture plus dynamique et un renouvellement régulier de la ressource forestière (remise en gestion des friches, conversion de taillis, et notamment des taillis pauvres,</li></ul>	Secteur	1990	2013	1er budget (2015-2018)	2ème budget (2019-2023)	3ème budget (2024-2028)	Traitement des déchets	17	20	18	15	13	Agriculture	98	92	85	83	80	Industrie de l'énergie	78	57	55	55	55	Industrie manufacturière	148	88	80	75	68	Résidentiel-tertiaire	90	99	76	61	46	Transport	121	136	127	110	95	<b>Total</b>	<b>561</b>	<b>492</b>	<b>436</b>	<b>399</b>	<b>361</b>
Secteur	1990	2013	1er budget (2015-2018)	2ème budget (2019-2023)	3ème budget (2024-2028)																																													
Traitement des déchets	17	20	18	15	13																																													
Agriculture	98	92	85	83	80																																													
Industrie de l'énergie	78	57	55	55	55																																													
Industrie manufacturière	148	88	80	75	68																																													
Résidentiel-tertiaire	90	99	76	61	46																																													
Transport	121	136	127	110	95																																													
<b>Total</b>	<b>561</b>	<b>492</b>	<b>436</b>	<b>399</b>	<b>361</b>																																													

DOCUMENT	Description	Éléments relatifs à la biomasse
		<p>avec si besoin transformation des essences...),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le regroupement de la petite propriété forestière ou a minima de sa gestion,</li> <li>- un cadre fiscal incitatif à une gestion dynamique et durable de la ressource,</li> <li>- un usage efficient des ressources bio-sourcées par l'industrie, la construction, l'ameublement, l'emballage, les filières énergétiques,</li> <li>- un suivi très attentif de la durabilité des filières concernées et notamment des impacts sur la biodiversité, ainsi que sur les sols, l'air, l'eau, les paysages. Une haute qualité environnementale doit être recherchée dans tous les projets de dynamisation de la mobilisation de la ressource.</li> <li>- un suivi renforcé et partagé des flux de matière et des données économiques,</li> <li>- l'amélioration des connaissances concernant la valorisation, y compris énergétique, de la biomasse et concernant les impacts sur le changement climatique du développement de la valorisation énergétique à cours, moyen et long terme dans les contextes sylvicoles français.</li> </ul> <p>Recommandations pour le secteur industriel :</p> <p>substituer les combustibles fossiles par des combustibles moins émetteurs de CO2 : notamment par l'utilisation de gaz (qui peut ensuite devenir renouvelable grâce au biométhane et au power-to-gas), de biomasse soutenable ou la valorisation énergétique des déchets (notamment avec le développement de la filière des combustibles solides de récupération), dans le respect de la hiérarchie de traitement des déchets, pour générer de la chaleur pour les procédés industriels ou par le recours à l'électricité</p> <p>Recommandations dans le secteur de l'énergie :</p> <p>Orienter la production vers la chaleur renouvelable et la récupération de chaleur : notamment par les EnR thermiques (ex. biomasse, géothermie, ...) et la récupération de chaleur fatale (chaleur issue des processus industriels ou de l'inertie des bâtiments)</p> <p>Recommandations dans le secteur des déchets :</p> <p>Leviers d'actions de long terme par ordre de priorité :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Éviter de produire des déchets par la prévention (éco-conception, allongement de la durée de vie des produits, réparation, limitation du gaspillage alimentaire) et le réemploi (économie circulaire)</li> <li>2. Augmenter la valorisation matière des déchets qui n'ont pu être évités (recyclage, généralisation du tri à la source des biodéchets d'ici à 2025)</li> <li>3. Valoriser énergétiquement les déchets inévitables et non valorisables sous forme matière</li> <li>4. Réduire les émissions diffuses de méthane des décharges et des stations d'épuration et en particulier la part non valorisable</li> <li>5. Faire disparaître l'incinération sans valorisation énergétique.</li> </ol> <p>Ces leviers doivent compléter les efforts à engager dès le court terme pour assurer la collecte et la valorisation (ou torchage) des émissions des installations de stockage des déchets et l'optimisation énergétique et climatique des installations de traitement des eaux usées, à l'occasion des investissements structurants dont elles font l'objet, afin de parvenir à une collecte et valorisation beaucoup plus systématique des biogaz produits et de la chaleur résiduelle.</p> <p><i>En cours de révision. Un projet de révision de la SNBC est rendu public le 6 décembre 2018</i></p> <p><i>Elle donne des objectifs chiffrés de réduction de l'empreinte carbone à horizon 2050 dans différents secteurs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Transports : zéro émission (à l'exception du transport aérien)</i></li> <li>- <i>Bâtiment : Zéro émission</i></li> <li>- <i>Agriculture : réduction de 46 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2015</i></li> <li>- <i>Industrie : réduction de 81% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2015</i></li> <li>- <i>Production d'énergie : zéro émission</i></li> <li>- <i>Déchets : réduction de 66% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2015</i></li> </ul> <p><i>Elle vise 4 objectifs qualitatifs pour atteindre ces chiffres :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Décarboner la production d'énergie : pour y parvenir, il faut se reposer sur les sources d'énergie suivantes : les ressources en biomasse (déchets de l'agriculture et des produits bois, bois énergie...), la chaleur issue de l'environnement (géothermie, pompes à chaleur...) et l'électricité décarbonée</i></li> <li>- <i>Réduire de moitié les consommations d'énergie</i></li> <li>- <i>Réduire les émissions non liées à l'énergie : il s'agit de diminuer les émissions de l'agriculture et des procédés industriels, qui ne dépendent pas des consommations d'énergie. Cela impose de transformer l'agriculture en développant l'agro-écologie, l'agriculture de précision et l'agriculture biologique et de faire évoluer la demande alimentaire vers des produits de qualité et plus locaux</i></li> <li>- <i>Augmenter les puits de carbone : renforcer les puits de carbone naturels (forêts et terres agricoles) et de développer des technologies de capture et stockage. Cela implique une gestion durable de la forêt et une augmentation de la récolte de bois orientée notamment dans la construction</i></li> </ul>

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse												
Programmation Pluriannuelle de l'Energie 2016-2023	Document de programmation national  En cours de révision	<p>La PPE fixe les priorités d'actions des pouvoirs publics dans le domaine de l'énergie afin d'atteindre les objectifs de la LTECV. Elle donne notamment des objectifs de réduction de consommation d'énergie et de développement de l'énergie électrique et de la chaleur.</p> <p>Décret n°2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie</p> <p>Art. 2. –</p> <p>Les objectifs de réduction de la consommation d'énergie primaire par rapport à 2012 sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Pour le gaz naturel : - 8.4% en 2018 et -15.8% en 2023</li><li>- Pour le pétrole : - 15.6 % en 2018 et – 23.4% en 2023</li><li>- Pour le charbon : -27.6% en 2018 et – 37% en 2023</li></ul> <p>L'objectif de réduction de la consommation finale d'énergie par rapport à 2012 est de – 7 % en 2018 et de – 12.6% en 2023</p> <p>Art. 3. –</p> <p>Les objectifs de développement de la production d'électricité d'origine renouvelable en France métropolitaine continentale sont les suivants :</p> <p>VII. - Pour le bois-énergie, en termes de puissance totale installée :</p> <table><tr><th>Echéance</th><th>Puissance installée</th></tr><tr><td>31 décembre 2018</td><td>540 MW</td></tr><tr><td>31 décembre 2023</td><td>Option basse : 790 MW Option haute : 1 040 MW</td></tr></table> <p>VIII. - Pour la méthanisation, en termes de puissance totale installée :</p> <table><tr><th>Echéance</th><th>Puissance installée</th></tr><tr><td>31 décembre 2018</td><td>137 MW</td></tr><tr><td>31 décembre 2023</td><td>Option basse : 237 MW Option haute : 300 MW</td></tr></table>	Echéance	Puissance installée	31 décembre 2018	540 MW	31 décembre 2023	Option basse : 790 MW Option haute : 1 040 MW	Echéance	Puissance installée	31 décembre 2018	137 MW	31 décembre 2023	Option basse : 237 MW Option haute : 300 MW
Echéance	Puissance installée													
31 décembre 2018	540 MW													
31 décembre 2023	Option basse : 790 MW Option haute : 1 040 MW													
Echéance	Puissance installée													
31 décembre 2018	137 MW													
31 décembre 2023	Option basse : 237 MW Option haute : 300 MW													

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse												
		<p>VII. - Pour le bois-énergie, en termes de puissance totale installée :</p> <table><tr><th>Echéance</th><th>Puissance installée</th></tr><tr><td>31 décembre 2018</td><td>540 MW</td></tr><tr><td>31 décembre 2023</td><td>Option basse : 790 MW Option haute : 1 040 MW</td></tr></table> <p>VIII. - Pour la méthanisation, en termes de puissance totale installée :</p> <table><tr><th>Echéance</th><th>Puissance installée</th></tr><tr><td>31 décembre 2018</td><td>137 MW</td></tr><tr><td>31 décembre 2023</td><td>Option basse : 237 MW Option haute : 300 MW</td></tr></table> <p>L'objectif de production d'électricité à partir du biogaz pour les deux filières – biogaz de décharge-stations d'épuration et pour la filière usine d'incinération d'ordures ménagères est d'équiper les sites existants de moyens de production électrique permettant de valoriser l'énergie produite lorsque c'est économiquement pertinent et que l'injection du biogaz dans le réseau ou la production de chaleur n'est pas possible</p> <p>Pour contribuer à l'atteinte des objectifs fixés au présent article en favorisant la production locale d'énergie, des appels d'offres expérimentaux de soutien à l'autoconsommation/autoproduction seront lancés d'ici le 31 décembre 2016</p> <p>Art. 4.- Les objectifs de développement de la production de chaleur et de froid renouvelables et de récupération en France métropolitaine continentale sont les suivants, en terme de production globale :</p>	Echéance	Puissance installée	31 décembre 2018	540 MW	31 décembre 2023	Option basse : 790 MW Option haute : 1 040 MW	Echéance	Puissance installée	31 décembre 2018	137 MW	31 décembre 2023	Option basse : 237 MW Option haute : 300 MW
Echéance	Puissance installée													
31 décembre 2018	540 MW													
31 décembre 2023	Option basse : 790 MW Option haute : 1 040 MW													
Echéance	Puissance installée													
31 décembre 2018	137 MW													
31 décembre 2023	Option basse : 237 MW Option haute : 300 MW													

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse																																
		<p>I. – Les objectifs de développement de la production de chaleur et de froid renouvelables et de récupération en France métropolitaine continentale sont les suivants, en termes de production globale :</p> <p>1° Pour la biomasse :</p> <table><tr><th>Echéance</th><th>Production d'énergie</th></tr><tr><td>31 décembre 2018</td><td>12 000 ktep</td></tr><tr><td>31 décembre 2023</td><td>Option basse : 13 000 ktep</td></tr><tr><td></td><td>Option haute : 14 000 ktep</td></tr></table> <p>2° Pour le biogaz (y compris injection dans le réseau avec valorisation chaleur) :</p> <table><tr><th>Echéance</th><th>Production d'énergie</th></tr><tr><td>31 décembre 2018</td><td>300 ktep</td></tr><tr><td>31 décembre 2023</td><td>Option basse : 700 ktep</td></tr><tr><td></td><td>Option haute : 900 ktep</td></tr></table> <p>I. – Les objectifs de développement de la production de chaleur et de froid renouvelables et de récupération en France métropolitaine continentale sont les suivants, en termes de production globale :</p> <p>1° Pour la biomasse :</p> <table><tr><th>Echéance</th><th>Production d'énergie</th></tr><tr><td>31 décembre 2018</td><td>12 000 ktep</td></tr><tr><td>31 décembre 2023</td><td>Option basse : 13 000 ktep</td></tr><tr><td></td><td>Option haute : 14 000 ktep</td></tr></table> <p>2° Pour le biogaz (y compris injection dans le réseau avec valorisation chaleur) :</p> <table><tr><th>Echéance</th><th>Production d'énergie</th></tr><tr><td>31 décembre 2018</td><td>300 ktep</td></tr><tr><td>31 décembre 2023</td><td>Option basse : 700 ktep</td></tr><tr><td></td><td>Option haute : 900 ktep</td></tr></table>	Echéance	Production d'énergie	31 décembre 2018	12 000 ktep	31 décembre 2023	Option basse : 13 000 ktep		Option haute : 14 000 ktep	Echéance	Production d'énergie	31 décembre 2018	300 ktep	31 décembre 2023	Option basse : 700 ktep		Option haute : 900 ktep	Echéance	Production d'énergie	31 décembre 2018	12 000 ktep	31 décembre 2023	Option basse : 13 000 ktep		Option haute : 14 000 ktep	Echéance	Production d'énergie	31 décembre 2018	300 ktep	31 décembre 2023	Option basse : 700 ktep		Option haute : 900 ktep
Echéance	Production d'énergie																																	
31 décembre 2018	12 000 ktep																																	
31 décembre 2023	Option basse : 13 000 ktep																																	
	Option haute : 14 000 ktep																																	
Echéance	Production d'énergie																																	
31 décembre 2018	300 ktep																																	
31 décembre 2023	Option basse : 700 ktep																																	
	Option haute : 900 ktep																																	
Echéance	Production d'énergie																																	
31 décembre 2018	12 000 ktep																																	
31 décembre 2023	Option basse : 13 000 ktep																																	
	Option haute : 14 000 ktep																																	
Echéance	Production d'énergie																																	
31 décembre 2018	300 ktep																																	
31 décembre 2023	Option basse : 700 ktep																																	
	Option haute : 900 ktep																																	

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse																		
		<p>Art.7- Les objectifs pour le développement des carburants d'origine renouvelable, dont le bioGNV, sont les suivants :</p> <p>1° Pour le bioGNV : Soutenir le développement du bioGNV pour atteindre 0.7 TWh consommé en 2018 et 2 TWh en 2023, dans la perspective que le bioGNV représente 20 % des consommations de GNV en 2023, sur des segments complémentaires de ceux des véhicules électriques hybrides et rechargeables.</p> <p>2° Pour l'incorporation des biocarburants avancés (1) dans les carburants :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>2018</th><th>2023</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Filière essence</td><td>1,6 %</td><td>3,4 %</td></tr> <tr> <td>Filière gazole</td><td>1 %</td><td>2,3 %</td></tr> </tbody> </table> <p>(1) L'atteinte de ces objectifs au-delà de leur nécessaire compatibilité avec les caractéristiques des véhicules, suppose : a) que la Commission européenne autorise des carburants à plus forte teneur en biocarburants, ce que la France soutiendra ; b) que des matières premières qui ne figurent pas actuellement à l'annexe IX de la directive énergies renouvelables 2009/28, modifiée par la directive 2015/213, puissent également être considérées comme des résidus de transformation. En fonction de la réalisation de ces conditions, il pourrait être nécessaire de réajuster ces objectifs.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>2018</th><th>2023</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Filière essence</td><td>1,6 %</td><td>3,4 %</td></tr> <tr> <td>Filière gazole</td><td>1 %</td><td>2,3 %</td></tr> </tbody> </table> <p>(1) L'atteinte de ces objectifs au-delà de leur nécessaire compatibilité avec les caractéristiques des véhicules, suppose : a) que la Commission européenne autorise des carburants à plus forte teneur en biocarburants, ce que la France soutiendra ; b) que des matières premières qui ne figurent pas actuellement à l'annexe IX de la directive énergies renouvelables 2009/28, modifiée par la directive 2015/213, puissent également être considérées comme des résidus de transformation. En fonction de la réalisation de ces conditions, il pourrait être nécessaire de réajuster ces objectifs.</p> <p>La PPE est en cours de révision. Un projet de PPE 2019-2028 est en consultation depuis le 25 janvier 2019.</p> <p>Parmi les objectifs et mesures proposées :</p> <p>Donner un juste prix au carbone dans toute l'économie Développer la chaleur renouvelable avec les objectifs suivants :</p>		2018	2023	Filière essence	1,6 %	3,4 %	Filière gazole	1 %	2,3 %		2018	2023	Filière essence	1,6 %	3,4 %	Filière gazole	1 %	2,3 %
	2018	2023																		
Filière essence	1,6 %	3,4 %																		
Filière gazole	1 %	2,3 %																		
	2018	2023																		
Filière essence	1,6 %	3,4 %																		
Filière gazole	1 %	2,3 %																		

DOCUMENT	Description	Éléments relatifs à la biomasse				
			2016	2023	2028 bas	2028 haut
		Biomasse	123	145	157	169
		PAC aérothermiques	22	35	39	45
		PAC géothermiques	3	4	5	7
		Géothermie profonde	2	3	4	5
		Solaire thermique	1	2	2	3
		Biogaz (dont biogaz injecté)	3	7	12	18
		Total	154	196	218	247
		Tableau 1 : Objectifs de consommation finale des filières de chaleur renouvelable (TWh)				
			2016	2023	2028 bas	2028 haut
		Biomasse	123	145	157	169
		PAC aérothermiques	22	35	39	45
		PAC géothermiques	3	4	5	7
		Géothermie profonde	2	3	4	5
		Solaire thermique	1	2	2	3
		Biogaz (dont biogaz injecté)	3	7	12	18
		Total	154	196	218	247
		Tableau 1 : Objectifs de consommation finale des filières de chaleur renouvelable (TWh)				
		Améliorer la valorisation énergétique des déchets avec les objectifs suivants :				
			2016	2023	2028	
		Objectif (TWh) y compris la part EnR&R des UIOM	3,7	4,4	7,6 – 9,9	
			Chaleur		Electricité	
		Valorisation thermique des déchets (UIOM, CSR...)	15 à 18 TWh		2,3TWh	
		Cogénération CSR			0,04 GW	
		Tableau 7 : Perspectives de production de chaleur et d'électricité à partir dans les unités d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) et à partir de combustibles solides de récupération (CSR) en 2028				

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse										
		<table><tr><td></td><td>2016</td><td>2023</td><td>2028</td></tr><tr><td>Objectif (TWh) y compris la part EnR&amp;R des UIOM</td><td>3,7</td><td>4,4</td><td>7,6 – 9,9</td></tr></table>		2016	2023	2028	Objectif (TWh) y compris la part EnR&R des UIOM	3,7	4,4	7,6 – 9,9		
			2016	2023	2028							
		Objectif (TWh) y compris la part EnR&R des UIOM	3,7	4,4	7,6 – 9,9							
		<table><tr><td></td><td>Chaleur</td><td>Electricité</td></tr><tr><td>Valorisation thermique des déchets (UIOM, CSR...)</td><td>15 à 18 TWh</td><td>2,3TWh</td></tr><tr><td>Cogénération CSR</td><td></td><td>0,04 GW</td></tr></table>		Chaleur	Electricité	Valorisation thermique des déchets (UIOM, CSR...)	15 à 18 TWh	2,3TWh	Cogénération CSR		0,04 GW	
			Chaleur	Electricité								
		Valorisation thermique des déchets (UIOM, CSR...)	15 à 18 TWh	2,3TWh								
		Cogénération CSR		0,04 GW								
		<i>Tableau 7 : Perspectives de production de chaleur et d'électricité à partir dans les unités d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) et à partir de combustibles solides de récupération (CSR) en 2028</i>										
		Développer les carburants biosourcés sans impact sur l'environnement, avec les objectifs d'incorporation suivants :										
		<table><tr><td></td><td>2017</td><td>2023</td><td>2028</td></tr><tr><td>Objectif filière essence (%)</td><td>0,3</td><td>1,8</td><td>3,8</td></tr><tr><td>Objectif filière gazole (%)</td><td>0,35</td><td>0,85</td><td>3,2</td></tr></table>		2017	2023	2028	Objectif filière essence (%)	0,3	1,8	3,8	Objectif filière gazole (%)	0,35
	2017	2023	2028									
Objectif filière essence (%)	0,3	1,8	3,8									
Objectif filière gazole (%)	0,35	0,85	3,2									
<table><tr><td></td><td>2017</td><td>2023</td><td>2028</td></tr><tr><td>Objectif filière essence (%)</td><td>0,3</td><td>1,8</td><td>3,8</td></tr><tr><td>Objectif filière gazole (%)</td><td>0,35</td><td>0,85</td><td>3,2</td></tr></table>		2017	2023	2028	Objectif filière essence (%)	0,3	1,8	3,8	Objectif filière gazole (%)	0,35	0,85	3,2
	2017	2023	2028									
Objectif filière essence (%)	0,3	1,8	3,8									
Objectif filière gazole (%)	0,35	0,85	3,2									
Remplacer progressivement le gaz naturel par du biogaz ou des gaz de synthèse, avec les objectifs d'incorporation suivants :												
<table><tr><td>2016</td><td>2023</td><td>2028</td></tr><tr><td>5,4 TWh PCS Dont 0,4 TWh injecté</td><td>14 TWh PCS Dont 6 TWh injecté</td><td>24 à 32 TWh PCS Dont 14 à 22 TWh injecté</td></tr></table>	2016	2023	2028	5,4 TWh PCS Dont 0,4 TWh injecté	14 TWh PCS Dont 6 TWh injecté	24 à 32 TWh PCS Dont 14 à 22 TWh injecté						
2016	2023	2028										
5,4 TWh PCS Dont 0,4 TWh injecté	14 TWh PCS Dont 6 TWh injecté	24 à 32 TWh PCS Dont 14 à 22 TWh injecté										
<table><tr><td>2016</td><td>2023</td><td>2028</td></tr><tr><td>5,4 TWh PCS Dont 0,4 TWh injecté</td><td>14 TWh PCS Dont 6 TWh injecté</td><td>24 à 32 TWh PCS Dont 14 à 22 TWh injecté</td></tr></table>	2016	2023	2028	5,4 TWh PCS Dont 0,4 TWh injecté	14 TWh PCS Dont 6 TWh injecté	24 à 32 TWh PCS Dont 14 à 22 TWh injecté						
2016	2023	2028										
5,4 TWh PCS Dont 0,4 TWh injecté	14 TWh PCS Dont 6 TWh injecté	24 à 32 TWh PCS Dont 14 à 22 TWh injecté										
Développer les énergies renouvelables électriques tout en prenant en compte de façon renforcée les enjeux environnementaux, de faisabilité locale, de conflits d'usage, avec les												



DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse																																																						
		<p>objectifs suivants :</p> <p>Fixer les objectifs suivants pour les filières d'énergies renouvelables électriques afin de porter la capacité installée de 48,6 GW fin 2017 à 74 GW en 2023 et entre 102 à 113 GW en 2028 :</p> <table> <tr> <th></th><th>2023</th><th>2028</th></tr> <tr> <td>Hydroélectricité (GW)</td><td>25,7</td><td>26,4-26,7</td></tr> <tr> <td>Éolien terrestre (GW)</td><td>24,6</td><td>34,1-35,6</td></tr> <tr> <td>Éolien en mer (GW)</td><td>2,4</td><td>4,7-5,2</td></tr> <tr> <td>Photovoltaïque (GW)</td><td>20,6</td><td>35,6-44,5</td></tr> <tr> <td>Biomasse-bois</td><td>0,8</td><td>0,8</td></tr> <tr> <td>Biogaz-Méthanisation</td><td>0,27</td><td>0,34-0,41</td></tr> <tr> <td>Géothermie</td><td>0,024</td><td>0,024</td></tr> <tr> <td><b>Total</b></td><td><b>74</b></td><td><b>102 à 113</b></td></tr> </table> <p><i>Tableau 5 : Objectifs PPE en matière de production d'électricité renouvelable par filière</i></p> <p>Fixer les objectifs suivants pour les filières d'énergies renouvelables électriques afin de porter la capacité installée de 48,6 GW fin 2017 à 74 GW en 2023 et entre 102 à 113 GW en 2028 :</p> <table> <tr> <th></th><th>2023</th><th>2028</th></tr> <tr> <td>Hydroélectricité (GW)</td><td>25,7</td><td>26,4-26,7</td></tr> <tr> <td>Éolien terrestre (GW)</td><td>24,6</td><td>34,1-35,6</td></tr> <tr> <td>Éolien en mer (GW)</td><td>2,4</td><td>4,7-5,2</td></tr> <tr> <td>Photovoltaïque (GW)</td><td>20,6</td><td>35,6-44,5</td></tr> <tr> <td>Biomasse-bois</td><td>0,8</td><td>0,8</td></tr> <tr> <td>Biogaz-Méthanisation</td><td>0,27</td><td>0,34-0,41</td></tr> <tr> <td>Géothermie</td><td>0,024</td><td>0,024</td></tr> <tr> <td><b>Total</b></td><td><b>74</b></td><td><b>102 à 113</b></td></tr> </table> <p><i>Tableau 5 : Objectifs PPE en matière de production d'électricité renouvelable par filière</i></p> <p>Mesures spécifiques à la biomasse solide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser la valorisation chaleur de la biomasse avant la cogénération haut rendement.</li> <li>- Remplacer à un rythme rapide les appareils indépendants de chauffage au bois peu performants par des équipements plus performants en termes de rendement et de qualité de l'air</li> <li>- Organiser une campagne de sensibilisation sur la bonne utilisation du bois domestique</li> <li>- Soutenir les chaufferies dans le collectif et l'industrie via le Fonds chaleur</li> </ul> <p>Mesures spécifiques pour la promotion du gaz renouvelable :</p>		2023	2028	Hydroélectricité (GW)	25,7	26,4-26,7	Éolien terrestre (GW)	24,6	34,1-35,6	Éolien en mer (GW)	2,4	4,7-5,2	Photovoltaïque (GW)	20,6	35,6-44,5	Biomasse-bois	0,8	0,8	Biogaz-Méthanisation	0,27	0,34-0,41	Géothermie	0,024	0,024	<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>102 à 113</b>		2023	2028	Hydroélectricité (GW)	25,7	26,4-26,7	Éolien terrestre (GW)	24,6	34,1-35,6	Éolien en mer (GW)	2,4	4,7-5,2	Photovoltaïque (GW)	20,6	35,6-44,5	Biomasse-bois	0,8	0,8	Biogaz-Méthanisation	0,27	0,34-0,41	Géothermie	0,024	0,024	<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>102 à 113</b>
	2023	2028																																																						
Hydroélectricité (GW)	25,7	26,4-26,7																																																						
Éolien terrestre (GW)	24,6	34,1-35,6																																																						
Éolien en mer (GW)	2,4	4,7-5,2																																																						
Photovoltaïque (GW)	20,6	35,6-44,5																																																						
Biomasse-bois	0,8	0,8																																																						
Biogaz-Méthanisation	0,27	0,34-0,41																																																						
Géothermie	0,024	0,024																																																						
<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>102 à 113</b>																																																						
	2023	2028																																																						
Hydroélectricité (GW)	25,7	26,4-26,7																																																						
Éolien terrestre (GW)	24,6	34,1-35,6																																																						
Éolien en mer (GW)	2,4	4,7-5,2																																																						
Photovoltaïque (GW)	20,6	35,6-44,5																																																						
Biomasse-bois	0,8	0,8																																																						
Biogaz-Méthanisation	0,27	0,34-0,41																																																						
Géothermie	0,024	0,024																																																						
<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>102 à 113</b>																																																						

DOCUMENT	Description	Éléments relatifs à la biomasse
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Donner de la visibilité en adoptant un calendrier d'appel d'offres pour le biométhane injecté</li> <li>- Consolider l'obligation d'achat de biogaz à un tarif réglementé et lancer des appels d'offres permettant d'atteindre les objectifs de production à un coût maîtrisé grâce à de fortes baisses des coûts</li> <li>- Mettre en place un dispositif de soutien adapté pour le biométhane non injecté dans les réseaux de gaz naturel (en particulier biométhane utilisé directement pour des véhicules au bioGNV)</li> <li>- Favoriser le GNV et le bioGNV notamment grâce au suramortissement à l'achat de véhicules compatibles</li> </ul>
Programme National de la Forêt et du Bois	Document de programmation national	<p>En application de la LAAAF (Loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014), le programme national de la forêt et du bois (PNFB) fixe les orientations de la politique forestière, en forêt publique et privée, en métropole et en outre-mer, pour une période de dix ans. Son écriture a fait l'objet d'une riche concertation avec les acteurs professionnels et institutionnels du secteur.</p> <p>La biomasse forestière est concernée par tous les objectifs fixés par le PNFB :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Créer de la valeur dans le cadre de la croissance verte, en gérant durablement la ressource disponible en France, pour la transition bas carbone</li> <li>2) Répondre aux attentes des citoyens et s'intégrer à des projets de territoires</li> <li>3) Conjuguer atténuation et adaptation des forêts françaises au changement climatique</li> <li>4) Développer des synergies entre forêt et industrie</li> </ol> <p>Les actions sont mises en oeuvre par le CSF Bois dans le cadre du contrat de filière. Les contrats d'objectifs et de performance des opérateurs publics (en particulier l'ONF, le CNPF, FCBA et l'IGN) contribuent à la mise en oeuvre des orientations du PNFB.</p> <p>Enfin, le PNFB contient une ventilation régionale indicative de l'objectif national de mobilisation supplémentaire, ce dernier étant d'atteindre en 2026 une récolte de bois commercialisée en augmentation de 12 Mm3.</p> <p>Pour l'Île-de-France, disponibilité supplémentaire en 2026 : 0,29 Mm3 dont 0,05 MB (menus bois potentiel), 0,11 BO-P (bois d'oeuvre potentiel) et 9% de résineux dans BO-P supplémentaire.</p>
Stratégie bioéconomie pour la France : Plan d'actions 2018-2020	Plan d'action national	<p>La stratégie française bioéconomie définit un cadre de développement durable de la bioéconomie, cohérent avec les ressources de notre territoire et ses besoins en évitant toute surexploitation. Le plan d'action se concentre volontairement, en 2018, sur la partie non alimentaire de la bioéconomie. Il se focalise sur le cadre et les outils nationaux, susceptibles de favoriser le déploiement de la bioéconomie dans les territoires.</p> <p>Le plan d'action décline la stratégie bioéconomie en actions opérationnelles réparties en cinq axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• améliorer la connaissance ;</li> <li>• promouvoir la bioéconomie et ses produits auprès du grand public ;</li> <li>• créer les conditions d'une rencontre de l'offre et de la demande ;</li> <li>• produire, mobiliser et transformer durablement des bioressources ;</li> <li>• lever les freins et mobiliser les financements.</li> </ul>

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse
Stratégie Nationale de Mobilisation de la Biomasse	Document de stratégie nationale	<p>La SNMB réalise un état des lieux de la biomasse non alimentaire en France, et définit des objectifs et recommandations pour mieux mobiliser la biomasse sur le territoire national.</p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Estimation des ressources supplémentaires potentiellement mobilisables, pour tous les usages</li> <li>➤ Estimation pour l'Île-de-France : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 681 000 m<sup>3</sup> de bois forestier et peupleraies</li> <li>▪ 187 841 t de bois en fin de vie</li> <li>▪ 4 000 tMS de bois issu de l'arboriculture fruitière</li> <li>▪ 17 220 tMB de déchets verts</li> <li>▪ 154 832 tMS de pailles et menues pailles d'oléagineux et de cannes de maïs</li> <li>▪ 421 509 tMB de CIVE</li> <li>▪ 230 000 tMB d'effluents d'élevage</li> <li>▪ 3 658 t de déchets de l'industrie des céréales</li> <li>▪ 1 084 460 tMB de déchets de l'industrie de la betterave</li> <li>▪ 13 203 tMS de déchets des autres IAA</li> <li>▪ 1 694 323 t d'autres déchets (HAU, biodéchets, ...)</li> </ul> </li> </ul> <p>Les recommandations portent sur les différents types de biomasses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Biomasse forestière ;</li> <li>• Biomasse agricole ;</li> <li>• Effluents d'élevages ;</li> <li>• Biomasse issue des déchets et résidus</li> </ul>
Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC-2)	Document de planification nationale	<p>Objectif du Plan : Mieux préparer la société française au changement climatique, en impliquant les principaux secteurs de l'économie (agriculture, industrie, tourisme,...) et les territoires.</p> <p>Parmi les 10 actions concrètes du plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire un point complet des normes et référentiels techniques pour prendre en compte le climat futur</li> <li>- Créer de nouveaux outils d'aide à la décision dans le secteur forestier (quelles essences planter aujourd'hui ?)</li> </ul> <p>« La résilience de la forêt est à la fois un enjeu environnemental, social et économique, qui vise à préserver les écosystèmes, la séquestration de carbone atmosphérique, la production de bois et les usages récréatifs de la forêt.</p> <p>Les connaissances utiles à l'adaptation au changement climatique seront renforcées par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et d'autres opérateurs de l'Etat tels que l'ONF, le Centre National de la Propriété Forestière, l'Institut pour le développement forestier, l'Institut technologique forêt cellulose bois-construction ameublement, l'Institut national de l'information géographique et forestière, sous l'impulsion du MAA afin de réaliser, en coopération avec le MTES, des études prospectives territorialisées pour les horizons 2050 et 2100 sur les ressources forestières dans un contexte de changement climatique, en lien avec les PRFB, les PCAET, les stratégies locales de développement forestier et les schémas régionaux de mobilisation de la biomasse afin d'élaborer les réponses de la filière à l'accroissement de la demande en matériau et énergie pour la transition bas-carbone. »</p>
Plan Energie Méthanisation Autonomie Azote (EMAA)	Document de planification nationale	<p>Le plan EMAA vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gérer l'azote dans une logique globale sur les territoires, en valorisant l'azote organique, en particulier celui issu des effluents d'élevage, et en diminuant la dépendance de l'agriculture française à l'azote minéral. Cette logique repose sur une plus grande autonomie des exploitations, que ce soit en termes d'alimentation des animaux ou en termes de recours aux engrais de synthèse. Le plan EMAA doit ainsi permettre de limiter les pertes en azote, notamment par une diminution des apports totaux en azote dans les territoires où ils sont en excédent et, dans une certaine mesure, de substituer l'azote minéral par l'azote organique, sur place et ailleurs. Ce plan s'inscrit dans une démarche agronomique fondée sur le respect de l'équilibre de la fertilisation et la réduction globale du recours aux intrants ;</li> <li>- Développer un « modèle français de la méthanisation agricole » pour faire de la méthanisation agricole collective de taille intermédiaire un complément de revenus pour les exploitations agricoles, en valorisant l'azote et en favorisant le développement de plus d'énergies renouvelables ancrées dans les territoires, dans une perspective d'agriculture durable et de transition énergétique et écologique. L'objectif est de développer en France, à l'horizon 2020, 1 000 méthaniseurs à la ferme, contre 90 à fin 2012.</li> </ul>
Feuille de route Economie Circulaire	Feuille de route (en lien avec le	<p>Objectifs :</p> <p>Réduire la consommation de ressources liée à la consommation française : réduire de 30% la consommation de ressources par rapport au PIB d'ici à 2030 par rapport à 2010</p>

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse
	Plan Climat National)	<p>Réduire de 50% les quantités de déchets non dangereux mis en décharge en 2025 par rapport à 2010  Tendre vers 100% de plastiques recyclés en 2025  Réduire les émissions de gaz à effet de serre : économiser l'émission de 8 millions de tonnes de CO2 supplémentaires chaque année grâce au recyclage du plastique  Créer jusqu'à 300 000 emplois supplémentaires, y compris dans des métiers nouveaux</p> <p>Concernant les déchets :  Viser la collecte de 100% des déchets recyclables ;  Rendre le tri des déchets beaucoup plus simple pour les Français ;  Sortir les biodéchets des poubelles, dont le gisement s'élève à 22 millions de tonnes pouvant être valorisées ;  Accélérer la mise en place de la tarification incitative de la gestion des déchets ;  S'assurer que les entreprises et les administrations qui produisent de grandes quantités de déchets respectent leurs obligations vis-à-vis du tri à part des 5 flux de déchets les plus facilement recyclables : métal, papier, bois, plastique, verre ;  Pour les déchets du BTP : fixer des objectifs de tri et de recyclage lors des déconstructions mais également pendant la phase de construction.</p>
Plan climat	Document de planification nationale	<p>Plan mobilisant l'ensemble des ministères, sur la durée, du quinquennat, pour accélérer la transition énergétique et climatique et la mise en œuvre de l'accord de Paris.</p> <p>23 axes dont :</p> <p>Axe 3 : Faire de la rénovation thermique une priorité nationale et éradiquer la précarité énergétique en 10 ans  Axe 4 : Rendre la mobilité propre accessible à tous et développer l'innovation  Axe 8 : Décarboner la production d'énergie et assurer une transition maîtrisée  Axe 10 : Renforcer la fiscalité écologique et donner au carbone son véritable prix  Axe 11 : Se donner une nouvelle stratégie visant la neutralité carbone à l'horizon 2050  Axe 14 : Accélérer le déploiement des énergies renouvelables  Axe 15 : Mettre fin à l'importation en France de produits contribuant à la déforestation  Axe 16 : Engager la transformation de nos systèmes agricoles pour réduire les émissions et améliorer le captage du carbone dans les sols  Axe 17 : Promouvoir une gestion active et durable des forêts françaises pour préserver et amplifier leur rôle central dans le stockage du carbone  Axe 18 : contribuer à la protection des écosystèmes terrestres et marins en France et à l'International  Axe 19 : S'adapter au changement climatique  Axe 20 : Renforcer l'ambition climatique de l'Europe</p>
Plan de soutien à l'élevage français	Document de planification national	<p>Mesures fiscales et économiques en faveur de la méthanisation agricole. Comprend des mesures d'urgence et des outils de moyen terme, permettant des modifications structurelles pour les 20 000 éleveurs français, mais aussi les centaines de milliers de salariés qui travaillent dans les filières viandes et produits laitiers.</p>

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse
Plan Bois Construction	Document de planification national	Le plan bois I (2009-2014) avait pour objectif de lever les freins réglementaires, normatifs et techniques à l'usage du bois dans la construction, notamment par le financement d'études techniques. Le plan bois II (2014-2017) porte sur trois axes : l'usage du bois dans la rénovation énergétique, la valorisation des feuillus et la formation. Concernant le plan bois II en cours de préparation : L'axe 1 du Plan Bois 3 intitulé "Accompagnement de la Maîtrise d'Ouvrage" aura pour but d'organiser, clarifier et construire un discours commun à toute la filière bois à destination de ces différentes typologies de prescripteurs, donneurs d'ordres et Maîtres d'ouvrages, en diffusant un message adapté aux attentes des différentes cibles. L'axe 2 est spécifiquement dédié à la facilitation de l'appropriation de tous les référentiels techniques de la filière bois. L'axe 3 est destiné dans un premier volet, à analyser les performances des systèmes constructifs en bois dans le cadre de l'expérimentation des bâtiments à énergie positive et réduction carbone visant à préparer la future réglementation environnementale des bâtiments neufs ; un second volet étant dédié à la qualité de l'air dans les constructions bois.
Plan Agriculture-Innovation 2025	Document de planification national	30 projets sur trois axes : lutte contre le dérèglement climatique, nouvelles technologies, et innovation au service de la compétitivité.
Plan recherche et innovation 2025 pour la filière forêt-bois	Document de planification national	2 ensembles de propositions :  - 13 projets de recherche développement innovation (RDI) pour augmenter les performances du secteur, développer les usages du bois et préparer les ressources forestières du futur ;  - analyse des dispositifs et instruments de financement de la RDI dans le secteur.
Plan de développement de l'agroforesterie	Document de planification national	Débuté en décembre 2015 et géré par le ministère en charge de l'agriculture, ce plan s'inscrit dans le projet agroécologique pour la France. Au travers de 5 axes (recherche, aspects juridiques et financiers, formation conseil, valorisation économique et questions internationales) et 23 actions, il vise à développer toutes formes d'agroforesterie, en partenariat avec des acteurs variés déjà impliqués sur le territoire : INRA, associations, chambres d'agriculture, etc. Plusieurs groupements d'intérêt économique et environnemental ont été créés et les questions de production de biomasse constituent le point central de l'action liée à la gestion durable des haies. Cette action est co-pilotée par l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) et l'association française de l'arbre champêtre – agroforesterie (AFAC).
Plan national d'action en faveur des énergies renouvelables	Document de planification national	En application de la directive européenne 28/CE/2009 (RED I), présente des mesures spécifiques pour la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de biomasse. Engagement pour 2020 de 23 % d'ENR dans la consommation finale.
Plan national d'action en matière d'efficacité énergétique	Document de planification national	Plan national en application de la directive 2012/27/UE sur l'efficacité énergétique. En application de l'article 24 de la directive, la France publie chaque année un rapport annuel synthétique, et tous les 3 ans un rapport complet (dit PNAEE - plan national d'action en matière d'efficacité énergétique) décrivant l'ensemble des mesures d'efficacité énergétique mises en œuvre.
Plan d'action matériaux de construction biosourcés	Document de planification national	Programme d'actions visant à lever les freins à l'utilisation de matériaux biosourcés dans la construction.

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse
Plan de compétitivité des exploitations agricoles (PCEA)	Document de planification national	Aides à l'investissement pour la modernisation des appareils de production avec 4 priorités, dont une liée à l'amélioration de la performance énergétique (promotion de la production d'énergie renouvelable dans les exploitations, notamment par la méthanisation).
Plan protéines végétales 2014-2020	Document de planification national	Ce plan vise le développement des cultures légumineuses.
Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020	Document de planification national	Fixe les orientations nationales en termes de développement durable pour les années 2015 à 2020 et définit les orientations de la transition écologique vers une société plus sobre. Elle identifie 4 enjeux majeurs (le dérèglement climatique, la perte de biodiversité, la raréfaction des ressources et les risques sanitaires environnementaux), 9 axes transversaux et 39 indicateurs de suivi. L'axe 2 "s'engager dans l'économie circulaire et sobre en carbone" ainsi que l'enjeu "raréfaction des ressources" vont contribuer à évaluer les évolutions de consommation de matières pour l'énergie.
Plan ressources pour la France	Document de planification national	<p>Plan quinquennal prévu par la LTECV. Ce plan doit accompagner la stratégie nationale de transition vers l'économie circulaire. Il doit permettre d'identifier les ressources nécessaires aux principaux secteurs d'activités économiques, afin d'identifier celles qui sont stratégiques pour protéger l'économie française.</p> <p>Le Plan délivre quatre messages clés :</p> <p>Il faut réduire les besoins en ressources naturelles de nos sociétés en accélérant la transition vers une économie circulaire. En effet, dans un contexte de forte croissance démographique, d'augmentation des niveaux de vie et de diffusion rapide des modes de production et consommation occidentaux fortement consommateurs de ressources, il est indispensable de produire en utilisant moins et plus longtemps les ressources naturelles si l'on veut maîtriser les coûts environnementaux et économiques de leur consommation ;</p> <p>Même en utilisant moins et plus longtemps les ressources naturelles, le recours à des ressources primaires, qu'elles soient produites sur le territoire national ou importées, restera indispensable du fait de la croissance inéluctable de la demande au niveau mondial ;</p> <p>En outre, la transition énergétique se traduit par un besoin accru en biomasse et en ressources minérales. Ainsi, le développement des énergies renouvelables ou le déploiement de la mobilité électrique va se traduire par une augmentation des besoins en ressources minérales (déjà mobilisées par d'autres secteurs) que l'offre de matières secondaires n'arrivera à couvrir qu'en partie ;</p> <p>Pour anticiper les risques associés aux évolutions de l'offre et de la demande en ressources naturelles (et donc mieux les maîtriser), des efforts importants d'amélioration de la connaissance sont nécessaires, en particulier pour les sols et les ressources minérales. Pour la biomasse en effet, des travaux ont été menés sur les usages énergétiques dans le cadre de la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse. Pour les sols et ressources minérales, l'évolution des besoins pour l'économie française est encore mal connue. Les potentiels d'économies de ressources offerts par le développement de l'économie circulaire doivent également être identifiés et quantifiés.</p> <p>Dans ce contexte, le Plan national des ressources propose un ensemble de pistes d'actions visant à mieux adapter l'offre et la demande de ressources naturelles :</p> <p>du côté de l'offre : développement du recyclage, développement de l'offre nationale pour les ressources disponibles sur le territoire, réduction des fragilités liées à l'évolution des importations. L'offre nationale présente l'avantage de sécuriser l'approvisionnement et d'inscrire les activités extractives de matières que nous consommons dans le cadre de la réglementation environnementale française, connue pour son exigence ;</p> <p>du côté de la demande : optimisation des procédés industriels, allongement de la durée de vie des équipements et des produits, modification des comportements, etc.</p>
Comptes-rendus du groupe de travail national méthanisation du MTES	Propositions du GT méthanisation pour le développement de la méthanisation en France dans le cadre du plan de libération des ENR	<p>15 propositions retenues pour le développement de la méthanisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lancement d'un appel d'offres pour les projets de méthanisation avec injection atypiques</li> <li>- Mise en place d'un complément de rémunération pour les petites installations</li> <li>- Facilitation de l'accès au crédit pour la méthanisation agricole</li> <li>- Sortie du statut de déchets des digestats et sécurisation de leur valorisation au sol</li> <li>- Utilisation du bioGNV par les engins agricoles</li> <li>- Décarbonation du secteur des transports</li> <li>- Promotion des bonnes pratiques de la filière</li> <li>- Renforcement des démarches de qualité</li> <li>- Création d'un portail national de ressources sur la méthanisation</li> <li>- Simplification de la réglementation ICPE</li> <li>- Création d'un guichet unique méthanisation pour l'instruction des dossiers réglementaires</li> <li>- Simplification de la réglementation "loi sur l'eau"</li> </ul>

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elargissement des gisements pour la méthanisation</li> <li>- Généralisation de la méthanisation des boues de grandes stations d'épuration</li> <li>- Création d'un droit à l'injection</li> </ul> <p>Les Chambres d'Agriculture ont mis en place un programme PRODIGE visant à acquérir et diffuser des références techniques et économiques sur le fonctionnement des unités de méthanisation.</p> <p>Le droit à l'injection a été introduit dans la loi EGalim</p> <p>Biométhane non injecté : loi LOM (loi d'orientation sur la mobilité) : projet de loi présenté le 26 novembre 2018</p>
Plan Régional d'Agriculture Durable	Document de planification régional	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager la production d'énergies renouvelables sur l'exploitation (panneaux photovoltaïques, méthanisation, récupérateurs de chaleur, géothermie, biomasse ...)</li> <li>- Encourager la valorisation des déchets des exploitations d'élevage (méthanisation, ...)</li> <li>- Soutenir la diversification énergétique des exploitations agricoles (méthanisation, photovoltaïque, chaudière biomasse, ...) : apporter un soutien technique aux projets de méthanisation, chaudière biomasse et de compostage de déchets verts.</li> <li>- Développer les productions non alimentaires et soutenir la structuration de filières agricoles non alimentaires ; Soutenir l'organisation des producteurs et de filières de cultures non alimentaires</li> <li>- Développer les liens avec les pôles de compétence et la recherche</li> <li>- Soutenir l'installation de transformation non alimentaire et développer les débouchés des filières non-alimentaires (chaufferies biomasse et agromatériaux)</li> <li>- Soutenir l'élevage grâce à la diversification énergétique des exploitations via la méthanisation</li> <li>- Accompagner l'évolution des compétences des chefs d'exploitation : encourager les études pour la méthanisation/la biomasse</li> <li>- Mener des travaux de recherche : nouveaux outils pour la gestion des déchets agricoles et valorisation de la biomasse</li> </ul>
CPER : Contrat de Plan Etat Région 2015-2020	Engagements communs Etat- Région	<p>Un CPER fixe les grandes priorités d'investissement sur une période donnée ainsi que les financements que l'Etat et la Région s'engagent à y consacrer. Ils formalisent des engagements sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire</p> <p>Volet Transition écologique et énergétique</p> <p>Objectifs = objectifs SRCAE, notamment un développement très important des énergies renouvelables et en particulier le développement des réseaux de chaleur alimentés à partir d'énergies renouvelables et de récupération.</p> <p>Porter de 30 à 50 % la part de la chaleur distribuée par les réseaux de chaleur à partir d'EnR&amp;R notamment en multipliant par 2 la production géothermique et par 27 la production des chaufferies biomasse</p> <p>Multiplier par 7 la production de biogaz (valorisé sous forme de chaleur, d'électricité ou par injection directe sur le réseau gaz de ville)</p> <p>Volet territorial</p> <p>Favoriser les logiques de circuits courts, permettant une nouvelle relation entre producteurs et consommateurs, tant dans le domaine des filières agricoles, que dans celui des matériaux ou de l'utilisation de la biomasse</p>
Schéma Régional Climat Air Energie	Document de stratégie régional  <i>Evaluation et révision à venir</i>	<p>Le SRCAE détermine les objectifs et orientations régionales en termes de climat, de qualité de l'air et d'énergie.</p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une baisse de 20% des consommations en 2020 par rapport à 2005</li> <li>- 11% d'EnR en 2020 dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>2 TWhEF de biogaz,</li> <li>3 TWhEF de bois domestique,</li> <li>1,8 TWhEF de BE en RDC,</li> <li>0,7 TWhEF de BE en chaufferies collectives et industrielles</li> <li>0,5 TWhEF de cultures énergétiques</li> </ul> </li> </ul> <p>soit 8,3 TWhEF issus de biomasse</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 45% d'EnR en 2050 dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>10 TWhEF de biogaz,</li> <li>3 TWhEF de bois domestique,</li> <li>3,5 TWhEF de BE en RDC,</li> <li>2 TWhEF de BE en chaufferies collectives et industrielles</li> <li>0,5 TWhEF de cultures énergétiques</li> </ul> </li> </ul> <p>soit 19 TWhEF issus de biomasse</p>

DOCUMENT	Description	Éléments relatifs à la biomasse
		<p>Recommandations</p> <p>Développement de la méthanisation de déchets urbains et agricoles</p> <p>Développer la cogénération</p>
Schéma Régional de Cohérence Ecologique	Document de stratégie régional	<p>Le SRCE est un schéma d'aménagement du territoire et de protection de certaines ressources naturelles et visant le bon état écologique de l'eau imposé par la directive cadre sur l'eau. Il représente le volet régional de la trame verte et bleue.</p> <p>Enjeux propres au milieu agricole :</p> <p>Ralentir le recul des terres agricoles et limiter la fragmentation des espaces cultivés</p> <p>Limiter le recul des espaces prairiaux et des mosaïques agricoles</p> <p>Stopper la disparition des zones humides alluviales et de la biodiversité associée, et maintenir les mares</p> <p>Eviter la simplification des lisières entre cultures et boisements</p> <p>Concilier productivité agricole et accueil de la biodiversité</p> <p>Enjeux propres au milieu forestier :</p> <p>Favoriser le maintien de la biodiversité des peuplements forestiers</p> <p>Eviter la simplification des lisières entre les espaces boisés et les milieux ouverts et aquatiques</p> <p>Limiter le fractionnement des espaces forestiers</p> <p>Maintenir et restaurer les dernières connexions forestières dans l'espace urbain et périurbain</p> <p>Maintenir la multifonctionnalité des espaces boisés (accueil du public, rôle économique, importante source d'aménité, nombreux services écosystémiques)</p>
Plan Régional d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés	<p>Document de planification régional</p> <p><i>Remplacé par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets à l'adoption de ce dernier</i></p>	<p>Le Plan régional d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PREDMA) coordonne et programme les actions de prévention et d'optimisation de la gestion des déchets ménagers et assimilés sur l'Île-de-France jusqu'en 2019. Il fixe notamment des objectifs de prévention, de valorisation, de traitement de proximité, d'optimisation de la gestion des coûts et de réduction de l'impact environnemental. Au vu de ces objectifs, il précise les besoins d'évolution du parc des installations qui concourent à la gestion des déchets.</p>
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France	Document de stratégie régional	<p>En lien avec un des objectifs du SRCAE : développement ambitieux de la production de biogaz par la méthanisation afin d'atteindre une production de l'ordre de 2.000 GWh/an d'ici 2020.</p> <p>La stratégie régionale proposée a pour objet de permettre de valoriser les gisements en prenant en compte d'autres enjeux de politiques sectorielles menées par la Région :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le maintien de la valeur organique des sols cultivés,</li> <li>- la prévention et la valorisation des déchets,</li> <li>- la préservation de la ressource en eau,</li> <li>- la création d'emplois,</li> <li>- le développement économique.</li> </ul> <p>La Région Île-de-France met en place un <b>dispositif de soutien aux unités de méthanisation</b>, en lançant des <b>appels à projets</b>, sur une base régulière.</p> <p>Accompagnement financier des études amont participant au développement de la méthanisation, des études de faisabilité et à la réalisation des concertations publiques des projets de méthanisation. La Région décide d'accompagner financièrement le développement de la méthanisation en Île-de-France en lançant des appels à projets, sur une base régulière</p>



DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse
Stratégie régionale énergie-climat	Document de stratégie régional	<p>Objectifs :</p> <p>Une baisse de 17% des consommations en 2030 par rapport à 2015</p> <p>20% d'EnR&amp;R, produites localement, et 40% de la consommation issue d'EnR&amp;R en 2030, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 TWh de biométhane,</li> <li>- 4,5 TWh de bois domestique,</li> <li>- 4 TWh de BE (collectif et industriel)</li> <li>- 2 TWh de pyro-gazéification</li> </ul> <p>soit 16 TWh issus de biomasse</p> <p>100% d'EnR&amp;R en 2050</p> <p>La Région propose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'élaborer de nouvelles « Lettres d'Information Régionales (LIR) », qui incitent les collectivités dès le lancement de l'élaboration des PLU et SCOT à mieux mobiliser les possibilités offertes par le code de l'urbanisme pour engager des politiques volontaristes en matière d'énergie et de réduction des gaz à effet de serre GES, de rénovations énergétiques performantes et de développement des énergies locales et renouvelables.</li> <li>- En ce qui concerne la réduction des GES, de limiter très fortement les changements d'affectation des sols afin de maintenir les stocks de carbone (puits de carbone)</li> <li>- En ce qui concerne les énergies renouvelables :</li> </ul> <p>D'introduire dans les rapports de présentation des SCOT et PLU, dès lors que l'opportunité se présente, l'évaluation des potentiels de développement des réseaux de chaleur, de la géothermie, de la biomasse, du solaire photovoltaïque et de l'éolien.</p> <p>De formaliser, dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les orientations de développement des énergies renouvelables en complément de celles sur les réseaux de chaleur, d'électricité et de gaz (loi TEPCV).</p> <p>D'encourager le règlement de PLU, en cohérence avec le PADD, à établir des règles qui ne portent pas préjudice et qui favorisent l'implantation des réseaux de chaleur et des installations photovoltaïques, notamment sur les friches industrielles et terrains pollués.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La création d'un réseau national de la transition énergétique sur les territoires</li> <li>- De financer des formations dédiées aux métiers de la transition écologique</li> </ul>
Changeons d'air en Île-de-France ; plan pour la qualité de l'air	Document de planification régional	<p>Propositions :</p> <p>Améliorer la valorisation de la biomasse forestière par un programme de mobilisation du bois énergie et du bois matériau (Nouvelle mesure dotée de 1Meuro en 2016)</p> <p>Participer à la création d'une forêt à Pierrelaye</p> <p>Conçu comme le « poumon vert » du Grand Paris, le projet de création d'une nouvelle forêt dans la Plaine de Pierrelaye relève d'une ambition que partage le Conseil Régional, associé aux études en cours</p> <p>Le conseil régional a décidé de porter une nouvelle ambition forestière pour accroître la mobilisation de la biomasse forestière et contribuer ainsi au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation de matériaux de construction biosourcés.</p> <p>Cette nouvelle politique de la Région est dotée de 1 million d'euros dès 2016 (fonds air-bois)</p>
SRDEII Stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation	Document de stratégie régional	<p>Objectifs :</p> <p>Diversifier l'activité économique vers de nouveaux secteurs d'activités notamment dans les domaines de l'économie résidentielle, du développement des agro-ressources et de la biomasse, de l'agro-tourisme...,</p> <p>Renforcer le lien entre préservation et développement des activités agricoles, préservation des paysages, innovation, valorisation des biomasses et développement d'activités économiques.</p> <p>Pour autant, le SRDEII doit s'articuler avec d'autres documents programmatiques pilotés ou co-pilotés par la Région. Une attention particulière sera donc portée, dans la mise en œuvre du SRDEII, à ce que les liens soient bien établis avec les documents en charge des achats responsables, l'agriculture, l'aménagement du territoire, le climat, l'air et l'énergie, l'économie circulaire et les déchets, l'emploi, l'enseignement supérieur et la recherche, la formation et l'orientation professionnelles, le tourisme et les loisirs.</p> <p>La priorité de la Région consistera également à créer des emplois en s'appuyant sur son tissu d'entreprises : création de start-up vertes, soutien aux pôles de compétitivité, appui à l'adaptation des processus industriels, valorisation des productions agricoles et forestières, développement des filières biomasses, augmentation de l'offre de formations aux métiers de l'environnement, déploiement de compétences nouvelles pour les métiers existants.</p> <p>Les massifs forestiers participent également à l'économie régionale (loisirs, aménités, exploitation du bois) et à son attractivité (environnement, qualité de l'air).</p>

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la biomasse
		<p>Le CPIER doit être un outil de réindustrialisation et de croissance verte, en travaillant de manière coordonnée sur des filières interrégionales (automobile, aéronautique, chimie, énergie ...), les industries émergentes (économie circulaire et valorisation des déchets, énergies renouvelables, écomatériaux ...), la logistique, le tourisme, la recherche et la formation...</p> <p>La Région, en coordination avec l'Etat et l'ADEME, engagera une concertation avec les représentants du monde économique et les collectivités locales, pour identifier les enjeux prioritaires de l'Île-de-France et les besoins, tout en élaborant des préconisations sur les actions à développer. Un plan filière déchets sera élaboré en coordination avec le plan d'action en faveur de l'économie circulaire que la Région doit rédiger dans le cadre de sa compétence de planification en matière de prévention et de gestion des déchets. Une articulation entre le SRDEII et le plan régional de prévention et de gestion des déchets sera mise en place.</p> <p>Cette concertation aboutira à une stratégie régionale partagée de l'économie circulaire, pilotée par la Région, tenant compte de l'analyse des flux de matières, de ressources et de déchets sur le territoire francilien, s'appuyant notamment sur la mise en réseau des acteurs franciliens de l'économie verte.</p>
Plan Vert	Document de stratégie régional	<p>Créer l'équivalent du bois de Boulogne en nouveaux espaces verts et boisés d'ici la fin de la mandature</p> <p>La Région Île-de-France présente des caractéristiques très contrastées en matière d'espaces verts. Certains territoires, comme ceux inscrits dans la ceinture verte régionale, sont bien dotés en jardins, parcs ou forêts accessibles quotidiennement ou en fin de semaine. En revanche, d'autres manquent cruellement de ces espaces, certains Franciliens pouvant disposer dans ces secteurs de moins de 10 m2 par habitant.</p>
Stratégie Régionale Forêt Bois	Document de stratégie régional	<p>La Stratégie Régionale pour la Forêt et le Bois (SRFB) pour la période 2018-2021 repose sur 5 orientations stratégiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Dynamiser et territorialiser la gestion forestière ;</li> <li>2. Structurer la filière forêt-bois à l'échelle régionale et interrégionale ;</li> <li>3. Stimuler le marché de la construction bois ;</li> <li>4. Rapprocher la recherche, l'enseignement et le marché ;</li> <li>5. Faire de l'Île-de-France une Région exemplaire.</li> </ol> <p>La biomasse forestière est concernée à tous les niveaux par cette stratégie qui embrasse à la fois les questions de production durable en amont et les filières de valorisation à développer face à tous les besoins du territoire urbain et rural francilien.</p> <p>Le développement des usages du bois est encouragé selon le principe de hiérarchie des usages ou d'usages en cascades. Ainsi, la combustion de la biomasse forestière n'intervient qu'en bout de chaîne des valorisations possibles du bois matière et de ses composés.</p> <p>La mise en œuvre de cette Stratégie est prévue à 3 niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1er niveau d'intervention : mobilisation des acteurs de la filière forêt-bois et matériaux biosourcés via des conventions de partenariat avec les acteurs de la filière (FNCOFOR, Francilbois, et FCBA engagées en 2018)</li> <li>• 2ème niveau d'intervention : soutien aux démarches préalables aux investissements forestiers</li> </ul> <p>3ème niveau d'intervention : soutenir les investissements forestiers</p>
Programme Régional de la Forêt et du Bois	Document de planification régional	<p>L'élaboration de Programmes régionaux de la forêt et du bois (PRFB) doit permettre une adaptation régionale des orientations et objectifs du PNFB dans un délai de deux ans suivant sa publication.</p> <p>En Île-de-France, la rédaction du PRFB a débuté au 1er trimestre 2018. Il viendra se substituer aux orientations régionales forestières (ORF) et au programme pluriannuel régional de développement forestier (PPRDF) pré-existants pour la région.</p> <p>Le PRFB s'articule autour de 5 orientations stratégiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Gérer nos forêts de manière dynamique, durable et multifonctionnelle dans un contexte de changement climatique</li> <li>2. Renforcer la compétitivité et l'emploi de la filière bois régionale et interrégionale</li> <li>3. Encourager les dynamiques territoriales</li> <li>4. Répondre aux attentes sociétales en matière de nature, de paysage et d'accueil du public</li> <li>5. Communiquer sur la gestion forestière, la biodiversité, la filière forêt-bois et ses métiers</li> </ol> <p>Ces orientations stratégiques se déclinent ensuite en quinze objectifs opérationnels, eux-mêmes divisés en actions.</p> <p>Avec des objectifs de mobilisation accrue du bois à horizon de 10 ans (entre +17% et +37%), le PRFB vise, comme la SRFB, un développement des usages du bois matériau en circuits courts et de proximité et, pour les bois de moindre qualité, une valorisation via une structuration de la filière bois-énergie performante au plan environnemental et énergétique</p>
Pacte agricole	Document de stratégie régional	<p><b>Un des 5 axes concerné est intitulé « Accompagner la transition écologique et énergétique »</b></p> <p>L'agriculture contribue de façon déterminante à la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement. Le développement des énergies renouvelables : photovoltaïque sur les bâtiments agricoles, méthanisation, biogaz, sera ainsi largement encouragé et accompagné. Une <u>filière des matériaux et produits biosourcés</u> va également être mise en œuvre.</p>

DOCUMENT	Description	Éléments relatifs à la biomasse
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets	Document de planification régional	Traduction des objectifs de la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte et des objectifs des directives européennes relatives aux déchets, pour l'Île-de-France. ⇒ Forts objectifs de lutte contre le gaspillage alimentaire ⇒ Mobilisation de la biomasse à statut de déchets et orientation vers des filières de valorisation matière (dont méthanisation) et énergétique, dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement (prévention > valorisation matière > valorisation énergétique > élimination).
Grand Plan d'investissement-volet agricole et forestier	Plan national de financement	Ce plan est doté de 5 milliards d'euros sur 5 ans (2018-2022). Il est composé de 3 axes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• axe 1 transformation de l'amont agricole et forestier</li> <li>• axe 2 amélioration de la compétitivité de l'aval agricole et forestier</li> <li>• axe 3 innovation et structuration des filières</li> </ul> <p>L'une des priorités de ce plan est de <b>favoriser la production d'énergies renouvelables et les économies d'énergie</b>. Parmi les différentes actions constituant ce plan, celles relatives à la biomasse sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>le soutien à la méthanisation agricole</b> avec la mise en place d'une offre de prêt sans garantie par la Bpifrance qui vise notamment à faciliter les co-financement. Le budget pour ces projets est de 0.1 milliard d'euros : l'objectif est d'atteindre l'installation de 1 000 méthaniseurs agricoles à l'horizon 2022</li> <li>• <b>le soutien aux projets d'innovations collaboratives et territoriales</b>. Ce soutien se caractérise sous la forme d'appels à projet qui visent à soutenir des projets innovants portés par une entreprise dans le domaine de la transition énergétique et écologique. Le financement global de ces actions est de 0.4 milliards d'euros. Les projets soutenus peuvent porter sur le domaine agricole, le domaine forestier mais aussi sur celui de la bioéconomie.</li> </ul>
Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF)	Document de planification régional	Objectifs de maintien des équipements de services urbains dans les secteurs urbains (réseaux de chaleur notamment) et d'utilisation de la voie d'eau pour le transport des déchets. Application du principe de proximité pour le déploiement des équipements de services urbains. Préservation des espaces agricoles et forestiers et maîtrise de la consommation d'espaces ouverts. Vigilance sur le maintien de la multifonctionnalité des forêts (fonctions sociales, environnementales, économiques). Objectif généralisé de densification urbaine, densification privilégiée à l'extension.

## 1.2 Eléments relatifs à la qualité de l'air

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la qualité de l'air																				
<p>Règlement 2015/1185 portant application de la directive 2009/125/CE en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux dispositifs de chauffage décentralisés à combustible solide</p> <p>ET</p> <p>Règlement 2015/1189 portant application de la directive 2009/125/CE en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux chaudières à combustible solide</p> <p>(Directive éco-conception)</p>	Règlements européens	<p>Instauration d'exigences d'efficacité énergétique et de de valeurs limites d'émissions pour certains polluants atmosphériques (PM, COV, CO, NOx pour) :</p> <p>_ à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les chaudières biomasse de puissance inférieure ou égale à 500 kW (lot 15) ;</p> <p>_ à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour les appareils de chauffage biomasse décentralisés de puissance inférieure ou égale à 50 kW (lot 20)</p>																				
Directive 2016/2284 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques	Directive européenne	<p>Objectifs de réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, pour la France :</p> <table><tr><th>Polluants (réduction exprimée en % des émission de 2005)</th><th>Objectif 2020 : Protocole de Göteborg Directive 2016/2284</th><th>Objectif 2030 : Directive 2016/2284</th></tr><tr><td>SO<sub>2</sub></td><td>- 55 %</td><td>- 77 %</td></tr><tr><td>NOx</td><td>- 50 %</td><td>- 69 %</td></tr><tr><td>COVNM</td><td>-43 %</td><td>- 52 %</td></tr><tr><td>PM<sub>2.5</sub></td><td>- 27 %</td><td>- 57 %</td></tr><tr><td>NH<sub>3</sub></td><td>- 4 %</td><td>- 13 %</td></tr></table>			Polluants (réduction exprimée en % des émission de 2005)	Objectif 2020 : Protocole de Göteborg Directive 2016/2284	Objectif 2030 : Directive 2016/2284	SO <sub>2</sub>	- 55 %	- 77 %	NOx	- 50 %	- 69 %	COVNM	-43 %	- 52 %	PM <sub>2.5</sub>	- 27 %	- 57 %	NH <sub>3</sub>	- 4 %	- 13 %
Polluants (réduction exprimée en % des émission de 2005)	Objectif 2020 : Protocole de Göteborg Directive 2016/2284	Objectif 2030 : Directive 2016/2284																				
SO <sub>2</sub>	- 55 %	- 77 %																				
NOx	- 50 %	- 69 %																				
COVNM	-43 %	- 52 %																				
PM <sub>2.5</sub>	- 27 %	- 57 %																				
NH <sub>3</sub>	- 4 %	- 13 %																				

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la qualité de l'air																											
Directive 2015/2193 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes	Directive européenne  (transposée en droit français par le décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement, ainsi que par les arrêtés ministériels de prescriptions techniques du 3 août 2018 pour les catégories 2910 et 3110 de la nomenclature des installations classées)	<p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>_ Améliorer la qualité de l'environnement et la santé</li><li>_ S'assurer que l'exploitation d'installations de combustion moyennes n'entraîne pas la dégradation de la qualité de l'air</li><li>_ Réduire les émissions atmosphériques des installations de combustion moyennes</li></ul> <p>La directive MCP prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>_ les installations sont déclarées ou autorisées avant leur mise en service et inscrites au sein d'un registre</li><li>_ le recueil d'informations sur les installations</li><li>_ le respect de VLE pour SO2, NOx, poussières et CO</li><li>_ un contrôle régulier par les Etats membres de ces installations</li></ul> <p>La directive a été transposée transposée en droit français par le décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement, ainsi que par les arrêtés ministériels de prescriptions techniques du 3 août 2018 pour les catégories 2910 et 3110 de la nomenclature des installations classées)</p>																											
Plan national de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques	Document de planification national	<p>Objectifs de réduction des émissions anthropiques de polluants atmosphériques pour les années 2020 à 2024, 2025 à 2029, et à partir de 2030 : :</p> <table><thead><tr><th></th><th>ANNÉES 2020 à 2024</th><th>ANNÉES 2025 à 2029</th><th>À PARTIR DE 2030</th></tr></thead><tbody><tr><td>Dioxyde de soufre (SO2)</td><td>- 55 %</td><td>- 66%</td><td>- 77%</td></tr><tr><td>Oxydes d'azote (NOx)</td><td>- 50 %</td><td>- 60 %</td><td>- 69 %</td></tr><tr><td>Composés organiques volatils autres que le méthane (COVNM)</td><td>- 43 %</td><td>- 47 %</td><td>- 52 %</td></tr><tr><td>Ammoniac (NH3)</td><td>- 4 %</td><td>- 8 %</td><td>- 13 %</td></tr><tr><td>Particules fines (PM2,5)</td><td>- 27 %</td><td>- 42%</td><td>- 57%</td></tr></tbody></table> <p>Les objectifs sont définis par rapport à 2005 et ne prennent pas en compte les émissions d'oxydes d'azote et de composés organiques volatils non méthaniques provenant de la gestion des effluents d'élevage et des sols agricoles.</p> <p>Mesures industrie :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>_ Renforcement des contrôles</li></ul>					ANNÉES 2020 à 2024	ANNÉES 2025 à 2029	À PARTIR DE 2030	Dioxyde de soufre (SO2)	- 55 %	- 66%	- 77%	Oxydes d'azote (NOx)	- 50 %	- 60 %	- 69 %	Composés organiques volatils autres que le méthane (COVNM)	- 43 %	- 47 %	- 52 %	Ammoniac (NH3)	- 4 %	- 8 %	- 13 %	Particules fines (PM2,5)	- 27 %	- 42%	- 57%
	ANNÉES 2020 à 2024	ANNÉES 2025 à 2029	À PARTIR DE 2030																										
Dioxyde de soufre (SO2)	- 55 %	- 66%	- 77%																										
Oxydes d'azote (NOx)	- 50 %	- 60 %	- 69 %																										
Composés organiques volatils autres que le méthane (COVNM)	- 43 %	- 47 %	- 52 %																										
Ammoniac (NH3)	- 4 %	- 8 %	- 13 %																										
Particules fines (PM2,5)	- 27 %	- 42%	- 57%																										

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la qualité de l'air
		<ul style="list-style-type: none"> <li>_ Transposition de la directive sur les moyennes installations de combustion</li> <li>_ Application des Meilleures Techniques Disponibles (MTD)</li> </ul> <p>Mesures résidentiel-tertiaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>_ Baisse de la teneur en soufre du fioul domestique,</li> <li>_ Cofinancement avec les collectivités d'aides au renouvellement des équipements de chauffage peu performants</li> <li>_ Accompagnement des collectivités pour le développement d'alternatives au brûlage des déchets verts ;</li> </ul> <p>Mesures agriculture :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>_ Réduction des émissions d'ammoniac (utilisation d'engrais moins émissifs _ Utilisation de pendillards ou enfouissement des effluents d'élevage...),</li> <li>_ Développement de filières alternatives au brûlage des résidus agricoles,</li> <li>_ Mesure des produits phytosanitaires dans l'air,</li> <li>_ Contrôle de l'interdiction des épandages aériens,</li> <li>_ Accompagnement du secteur agricole par la diffusion des bonnes pratiques,</li> <li>_ Le financement de projets pilote et la mobilisation des financements européens</li> </ul>
Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte	Loi	Dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'opportunité d'aides fiscales à l'installation de filtres à particules sur l'installation de chauffage au bois pour particuliers
Feuilles de route Qualité de l'Air	Plan d'action local (feuilles de routes rédigées par les collectivités locales)	<p>Elles définissent des actions pour améliorer la qualité de l'air dans les 14 zones particulièrement touchées par la pollution atmosphérique. Concernant l'Île-de-France, les objectifs sont :</p> <p>Réduire les émissions de polluants, notamment de particules fines et d'oxydes d'azote ;</p> <p>Préserver la qualité de l'air ;</p> <p>Protéger la population d'une exposition à des concentrations de polluants supérieurs aux valeurs limites européennes et aux normes OMS.</p> <p>Le défi n°9 concerne le chauffage et présente 5 actions dont la mise en place du fonds air-bois sur différents territoires, substitution du charbon en faveur de la biomasse sur le réseau de chaleur de Cergy-Pontoise, remplacement du chauffage fioul par la biomasse.</p>
Plan de Protection de l'Atmosphère	Document de planification national	<p>Le secteur résidentiel est le principal émetteur de <b>particules fines</b> en Île-de-France, et au sein de ce secteur la quasi totalité de ces particules provient de la combustion de la biomasse (le bois, brûlé dans de mauvaises conditions, est une source d'énergie fortement émettrice de particules fines). Un des objectifs du PPA est de limiter les émissions liées à la combustion du bois en équipements de chauffage individuels.</p> <p>Les quatre défis du secteur industriel s'intéressent à la réduction des émissions de particules et de NOX émises par les installations de combustion alimentées par de la biomasse et aux installations de traitement de déchets pour lesquelles les valeurs limites d'émissions imposées sont inférieures à la réglementation nationale. Réduire les émissions de NOX des installations de combustion de biomasse (2-100MW) et des installations de co-incinération de CSR</p> <p>IND 2 - Action 2 : S'assurer de l'application des VLE en poussières renforcées pour les nouvelles installations de combustion de biomasse ou de co-incinération de CSR.</p> <p>IND3 - Action 1 : Sévériser les normes d'émission d'oxydes d'azote des installations de combustion de biomasse, associée ou non à la co-incinération de CSR, pour n'autoriser que 200 mg/m3 à 6% d'O2.</p> <p>IND4 - Action 2 : S'assurer de l'application des VLE en NOX renforcées pour les nouvelles installations de combustion de biomasse, que cette combustion soit associée ou non à la co-incinération de CSR.</p> <p>Les analyses de composition chimique montrent que ces épisodes hivernaux sont causés par l'accumulation des particules provenant de la combustion du bois ainsi que du trafic routier, dans des proportions le plus souvent équivalentes (50-50).</p> <p>Ces éléments sont formalisés dans l'arrêté d'approbation et de mise en œuvre du PPA du 31 janvier 2018, qui impose une sévérisation des VLE en NOX et particules sur certaines installations de combustion biomasse soumises à VLE. L'arrêté impose également certaines restrictions et obligations de performances sur les appareils individuels.</p>
CPER : Contrats de Plan Etat Région	Engagement sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants	Le développement des énergies renouvelables doit se faire en limitant ses impacts sur l'environnement et la santé particulièrement vis-à-vis de la qualité de l'air et notamment pour ce qui concerne la valorisation du bois-énergie. Des actions de communication et de sensibilisation seront menées par l'État et la Région concernant les enjeux du chauffage au bois et des transports routiers.

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la qualité de l'air
	d'aménagement du territoire	
Schéma Régional Climat Air Energie	Document de planification régional  <i>Evaluation et révision à venir</i>	Le développement de la biomasse dans les zones denses d'Île-de-France doit s'envisager avec des installations centralisées, équipées de systèmes de dépollution et de filtration performants. Les contraintes sur la préservation de la qualité de l'air sont particulièrement prégnantes en Île-de-France. En effet, les chaufferies sur réseaux de chaleur de puissance importante sont plus performantes énergétiquement et moins émettrices de polluants atmosphériques et de GES que la somme d'une multitude de chaudières individuelles ou collectives.  Veiller au respect des réglementations pour les nouvelles chaufferies biomasse, et faciliter la mise en place de nouvelles chaufferies exemplaires en termes de qualité de l'air (choix de la rubrique ICPE, régime autorisation/déclaration, procédure d'assimilation, valeurs d'émissions de poussières, polluants)
Stratégie régionale énergie-climat	Document de stratégie régional	L'énergie non consommée ne générant pas de polluants atmosphériques, le scénario de rupture est également porteur de bénéfices très importants en matière de qualité de l'air.  Concernant le bois individuel : pour maintenir cette contribution dans des conditions favorables pour la qualité de l'air et l'efficacité énergétique, le changement des installations vétustes pour des appareils plus performants doit être poursuivi et amplifié.  Pour développer la filière bois-énergie en Île-de-France, dans le cadre de sa stratégie régionale pour la forêt et le bois, la Région s'attachera à : - sensibiliser les décideurs sur les enjeux et les opportunités liées au développement de la filière bois-énergie en Île-de-France, en favorisant les technologies vertueuses en termes de qualité de l'air  Les projets abordant la problématique environnementale de manière globale seront privilégiés (Sobriété énergétique, ENRR innovantes, matériaux biosourcés, recyclés et locaux, amélioration de la qualité de l'air intérieur...)
Politique régionale en faveur des Nouveaux Véhicules Urbains	Document de stratégie régional	Réduction des émissions de gaz à effet de serre, amélioration de la pollution atmosphérique (particules fines, d'oxydes d'azote et dioxyde de soufre) et réduction des nuisances sonores : aide au développement du réseau de bornes de recharge (40000), aide à la réalisation de stations de compressions mutualisées au gaz naturel et biogaz pour véhicules légers et poids lourds, aide au développement des réseaux de NVU serviciels à usage partagé
Grand Plan d'investissement volet agricole et forestier	Plan national de financement	<b>Soutien au changement des pratiques agricoles</b> doté d'un financement global de 1,3 milliard d'euros. Cette action tend notamment à développer l'agro-écologie, favoriser la conversion en agriculture biologique et d'aider à la réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques. Ces changements de pratiques mènent de façon indirecte à l'amélioration de la qualité de l'air en diminuant les émissions de gaz issue des activités agricoles. Deux outils peuvent être utilisés : les aides à la conversion en agriculture biologique (CAB) et les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC)

DOCUMENT	Description	Eléments relatifs à la qualité de l'air
Changeons d'air en Île-de-France ; plan pour la qualité de l'air	Document de planification régional	<p>Le secteur « résidentiel et tertiaire », les activités économiques et l'agriculture participent également aux émissions de polluants atmosphériques. Le résidentiel, spécifiquement la combustion de la biomasse pour le chauffage, contribue à hauteur de 39 % aux émissions directes de particules fines. La combustion du bois est un enjeu important, il est à l'origine de plus de 90 % des émissions de particules du secteur résidentiel.</p> <p>Les émissions de polluants atmosphériques en Île-de-France par secteur ciblent spécifiquement les transports et le chauffage au bois. La Cour des Comptes, dans son rapport de décembre 2015, insiste sur la problématique spécifique à l'Île-de-France des émissions de particules du secteur résidentiel et tertiaire liées au chauffage au bois. Ce secteur contribue à hauteur de 27 % aux émissions régionales de PM10. "Le chauffage résidentiel au bois représente 93 % de ces émissions alors qu'il ne couvre que 3 % des besoins d'énergie. Dans cette Région, le chauffage au bois émet près de deux fois plus de PM10 que l'échappement de l'ensemble des véhicules particuliers et utilitaires en 2010. (...) Si la qualité du bois utilisé joue un rôle non négligeable, le type et l'ancienneté de l'équipement de combustion sont prépondérants dans le volume des émissions". Ce constat justifie une action spécifique pour accélérer le taux de renouvellement naturel du parc d'appareils de chauffage au bois, que l'ADEME estime à 4 % par an.</p> <p>Le budget d'investissement "air" a augmenté de 152 % ; une enveloppe d'1 M€ a ainsi été dégagée pour appuyer de premières expérimentations, et les premiers financements pour un « fonds air-bois » visant à remplacer des équipements individuels anciens de chauffage au bois par du matériel plus performant et moins émetteur de polluants atmosphériques ont été en place.</p> <p>Propositions :</p> <p>...</p> <p>Accompagner, en Île-de-France, le remplacement des équipements de chauffage individuel au bois anciens, par des équipements modernes moins émetteurs de polluants atmosphériques et notamment de particules (label flamme verte 7 étoiles ou équivalent). Cet accompagnement sera réservé au remplacement d'équipements à usage de chauffage principal et sera ciblé prioritairement sur les zones d'habitat individuel majoritaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En Zone urbaine dense, habitat collectif : développer les réseaux de chaleur avec des ENR sans émissions de polluants atmosphériques (géothermie) ou avec des chaufferies biomasse collectives dont les émissions polluantes sont maîtrisées.</li> <li>- En Zone à habitat individuel majoritaire : inciter les Franciliens à s'équiper d'équipements individuels moins émetteurs de polluants atmosphériques (label flamme verte 7 étoiles). C'est l'objectif de la mise en place d'un « fonds air-bois » en Île-de-France</li> </ul> <p>Il s'agit de la mise en place d'un « fonds air-bois » pour inciter les Franciliens à changer leurs équipements.</p> <p>La Région souhaite participer au financement de cette opération en veillant à :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- articuler la mise en place de ce fonds avec la politique de valorisation de la biomasse par le développement de la filière du bois énergie et construction portée par le Conseil régional</li> </ul> <p>...</p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les consommations énergétiques des bâtiments</li> <li>- Développer les énergies renouvelables (ENR) dans des conditions limitant les émissions de polluants atmosphériques</li> <li>- Former les professionnels, sensibiliser les utilisateurs</li> </ul>



## **1.3 Dispositions réglementaires applicables aux installations valorisant la biomasse pour la production d'énergie**

La valorisation énergétique de la biomasse fait également appel à tout un ensemble de dispositions réglementaires qui doivent être respectées (notamment les dispositions du Code de l'environnement et du Code de l'énergie). En particulier, certaines installations permettant la valorisation énergétique de la biomasse sont classées pour la protection de l'environnement selon la nomenclature ICPE (article R511-9 du code de l'environnement).

Des arrêtés ministériels de prescriptions applicables aux ICPE soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation sont pris pour chaque catégorie de la nomenclature, définissant des règles à respecter en matière de sécurité, de respect de l'environnement et de la qualité de l'air.

### **1.3.1 Réglementation applicable aux unités de méthanisation :**

#### **1.3.1.1 Nomenclature ICPE :**

Concernant l'unité de méthanisation :

<sup>1</sup> A : autorisation, E : enregistrement, DC : déclaration avec contrôle périodique, D : déclaration

<sup>2</sup> rayon pour l'enquête publique (uniquement pour le régime A)

N°	Désignation de la rubrique	Régime <sup>1</sup>	Rayon <sup>2</sup>
----	----------------------------	---------------------	--------------------

2781	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production : 1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires : a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j ..... b) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j ..... c) la quantité de matières traitées étant inférieure à 30 t/j ..... 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j ..... b) la quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j .....	A E DC  A E	2 - -  2 -
------	--	----------------------------	---------------------------

3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants  Nota. - lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour.	A	3
------	---	---	---

Pouvant concerner la gestion du biogaz produit :

1413	Gaz naturel ou biogaz, sous pression (installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs, ou autres appareils, de véhicules ou engins de transport fonctionnant au gaz naturel ou biogaz et comportant des organes de sécurité), le débit total en sortie du système de compression étant : 1. Supérieur ou égal à 2000 m³/h ou si la masse totale de gaz contenu dans l'installation est supérieure à 10 t ..... 2. Supérieur ou égal à 80 m³/h, mais inférieur à 2000 m³/h, ou si la masse de gaz contenu dans l'installation est supérieure à 1 t .....  Nota. - Les débits sont exprimés pour une température de gaz de 273,15 K à une pression de 101,325 kPa.	A DC	1 -
------	--	---------	--------

4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :		
	1. Supérieure ou égale à 10 t .....	A DC	2 -
	2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t .....		
	Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t		

4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :	A DC	1 -
	1. Pour le stockage en récipients à pression transportables : a. Supérieure ou égale à 35 t ..... b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t .....		
	2. Pour les autres installations : a. Supérieure ou égale à 50 t ..... b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t .....	A DC	1 -
	Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t  (*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre la rubrique 4718		

1414	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de)		
	1. Installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs .....	A	1
	2. Installations desservant un stockage de gaz inflammable (stockage souterrain compris) :		
	a) Installations de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation .....	A	1
	b) Autres installations que celles visées au 2.a, lorsque le nombre maximal d'opérations de chargement et de déchargement est supérieur ou égal à 20 par jour ou supérieur ou égal à 75 par semaine .....	A	1
	c) Autres installations que celles visées aux 2.a et 2.b, lorsque le nombre maximal d'opérations de chargement et de déchargement est supérieur ou égal à 2 par jour .....	DC	-
	3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) .....	DC	-
	4. Installations de chargement ou de déchargement de citerne à citerne, à l'exclusion de celles exploitées uniquement à des fins de maintenance des citernes, les citernes étant définies par les réglementations relatives au transport de marchandises dangereuses par voie routière (ADR) ou par voie ferroviaire (RID) .....	A	1

Pouvant concerner la gestion des intrants et du digestat :

2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :		
	1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ .....	E	-
	2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ .....	DC	-

2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m³ .....	D	-
------	---	---	---

2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décorticage ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 21xx, 22xx, 23xx, 24xx, 27xx ou 3642. 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :		
	a) Supérieure à 500 kW .....	E	-
	b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW .....	DC	-
	2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant :		
	a) Supérieure ou égale à 20 MW .....	E	-
	b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW .....	DC	-

2780	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation.		
	1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires :		
	a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j .....	A	1
	b) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 75 t/j .....	E	-
	c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t/j .....	D	-
	2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de boues de station d'épuration des eaux de papeteries, de boues de station d'épuration des eaux d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 :		
	a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j .....	A	3
	b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j et inférieure à 75 t/j .....	E	-
	c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 2 t/j et inférieure à 20 t/j .....	D	-
	3. Compostage d'autres déchets :		
	a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j .....	A	3
	b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 75 t/j .....	E	-

### 1.3.1.2 Autres textes réglementaires pouvant s'appliquer :

Concernant l'unité de méthanisation :

- Arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées
- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression

- Arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression

Loi sur l'eau :

2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales :	
	1° Supérieure à 600 kg de DBO5	(A)
	2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	(D)
2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier :	
	1° Supérieur à 600 kg de DBO5	(A)
	2° Supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5	(D)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	
	1° Supérieure ou égale à 20 ha	(A)
	2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	(D)

Concernant la gestion du biogaz :

- Arrêtés du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations
- Décret 2004-555 du 15 juin 2004 relatif aux prescriptions techniques applicables aux canalisations et raccordements des installations de transport, de distribution et de stockage de gaz
- Arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

- Décret n°2012-615 du 2 mai 2012 relatif à la sécurité, l'autorisation et la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz d'hydrocarbures et de produits chimiques, instaurant un chapitre V, titre V, livre V au Code de l'environnement (articles R555-1 à R555-52)

Concernant les intrants :

- Arrêté du 23 novembre 2011 fixant la nature des intrants dans la production de biométhane pour l'injection dans les réseaux de gaz naturel
- Décret n° 2016-929 du 7 juillet 2016 sur l'approvisionnement d'installations de méthanisation par des cultures alimentaires
- Réglementation sur les sous-produits animaux (seuls les SPAn 2 et 3 sont potentiellement méthanisables) :
  - Arrêté du 8 décembre 2011 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés
  - Arrêté du 28 février 2008 relatif aux modalités de délivrance de l'agrément sanitaire
  - Arrêté du 9 avril 2018 fixant les dispositions techniques nationales relatives à l'utilisation de sous-produits animaux et de produits qui en sont dérivés, dans une usine de production de biogaz, une usine de compostage ou en « compostage de proximité », et à l'utilisation du lisier

Concernant la gestion du digestat :

- Articles L. 255-1 à 18 du Code rural et de la pêche maritime, réglementant la mise sur le marché et l'utilisation des matières fertilisantes, des adjuvants pour matières fertilisantes et des matières de culture

- Arrêté du 21 décembre 2018 relatif à l'homologation des matières fertilisantes et des supports de culture
- Arrêté du 5 septembre 2003 portant mise en application obligatoire de normes :
  - NF U 42-001 à 006 (engrais)
  - NF U 44-001 à 95 (amendements)
  - NF U 44-203 à 295 (matières fertilisantes)
  - NF U 44-551 (supports de culture)
- Arrêté du 13 juin 2017 approuvant un cahier des charges pour la mise sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation agricoles en tant que matières fertilisantes
- Règlement (CE) n°2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais
- Articles R211-26 à R211-47 du Code de l'environnement relatifs à l'épandage des boues d'épuration
- Arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles
- Arrêté du 22 novembre relatif au code des bonnes pratiques agricoles



- Règlement sanitaire départemental
- Loi sur l'eau ( A : autorisation ; D : déclaration) :

2.1.4.0	Epannage d'effluents ou de boues, à l'exception de celles visées à la rubrique 2.1.3.0 et à l'exclusion des effluents d'élevage, la quantité d'effluents ou de boues épanchées présentant les caractéristiques suivantes :	
	1° Azote total supérieur à 10 t/an ou volume annuel supérieur à 500 000 m³/an ou DBO5 supérieure à 5 t/an	(A)
	2° Azote total compris entre 1 t/an et 10 t/an ou volume annuel compris entre 50 000 et 500 000 m³/an ou DBO5 comprise entre 500 kg et 5 t/an	(D)

2.1.3.0	Epannage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épanchées dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes :	
	1° Quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an	(A)
	2° Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an	(D)
	Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épannage dans les unités de traitement concernées.	

## 1.3.2 Réglementation applicable aux unités de combustion :

### 1.3.2.1 Nomenclature ICPE

Concernant l'installation de combustion :

2910 (à partir du 20 déc. 2018)	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes		
	<p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW ..... E</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW ..... DC</p> <p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW ..... E</p> <p>2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW ..... A</p> <p>La puissance thermique nominale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément sur le site. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.</p> <p>On entend par «biomasse», au sens de la rubrique 2910: a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique; b) Les déchets ci-après: i) Déchets végétaux agricoles et forestiers; ii) Déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée; iii) Déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coincinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée; iv) Déchets de liège; v) Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.</p>	-	-
			3

2971	Installation de production de chaleur ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet associée ou non à un autre combustible. 1. Installations intégrées dans un procédé industriel de fabrication..... 2. Autres installations.....	A A	2 2
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW .....	A	3

2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 .....	A	2
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 .....	A	2

Concernant la gestion des intrants :

2280	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décorticage ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 21xx, 22xx, 23xx, 24xx, 27xx ou 3642. 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW ..... b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW ..... 2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 20 MW ..... b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW .....	E DC  E DC	- -  - -
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieure à 50 000 m³ ..... 2. Supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000 m³ ..... 3. Supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³ .....	A E D	1 - -

1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant :		
	1. Supérieure à 50 000 m <sup>3</sup> .....	A	1
	2. Supérieure à 20 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 50 000 m <sup>3</sup> .....	E	-
	3. Supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup> .....	D	-

### 1.3.2.2 Autres textes réglementaires pouvant s'appliquer :

- Décret n° 2012-602 du 30 avril 2012 relatif à la procédure de sortie du statut de déchet (pour le combustible bois sorti du statut de déchet)
- Décret n° 2009-648 du 9 juin 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
- Arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
- Arrêté du 15 septembre 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kilowatts
- Articles R224-20 à R224-41-9 du Code de l'environnement relatif aux rendements, équipement et contrôle des chaudières
- Arrêté inter-préfectoral n°IDF-2018-01-31-007 relatif à l'approbation et à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'Ile-de-France

## 4 Conclusions

La LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dans son article 197, prévoit que « *Le représentant de l'Etat dans la région et le président du conseil régional élaborent conjointement un schéma régional biomasse* ».

Le Décret n° 2016-1134 relatif à la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse et aux schémas régionaux biomasse détermine le contenu de la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse et des schémas régionaux biomasse et leurs modalités d'articulation.

La LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dans son article 1, prévoit que :

*La politique énergétique nationale a pour objectifs :*

« 1° De réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 et de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050. La trajectoire est précisée dans les budgets carbone mentionnés à l'article L. 222-1 A du code de l'environnement ;

« 2° De réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012, en visant un objectif intermédiaire de 20 % en 2030. Cette dynamique soutient le développement d'une économie efficace en énergie, notamment dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'économie circulaire, et préserve la compétitivité et le développement du secteur industriel ;

« 3° De réduire la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 30 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2012, en modulant cet objectif par énergie fossile en fonction du facteur d'émissions de gaz à effet de serre de chacune ;

« 4° De porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation **en 2030 ; à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter 40 % de la production d'électricité, 38 % de la consommation finale de chaleur, 15 % de la consommation finale de carburant et 10 % de la consommation de gaz ;**

« 5° De réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2025 ;

« 6° De contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction de la pollution atmosphérique prévus par le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques défini à l'article L. 222-9 du code de l'environnement ;

...

« 9° De multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030.

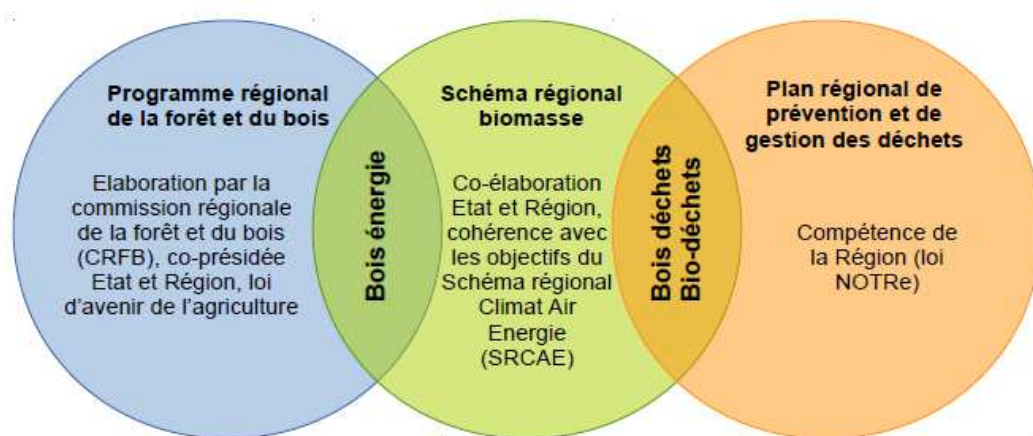
La Programmation pluriannuelle de l'énergie fixe les priorités d'actions des pouvoirs publics dans le domaine de l'énergie afin d'atteindre ces objectifs fixés par la Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Cette PPE est actuellement en cours de révision.

Au niveau régional, deux documents précisent des objectifs de production énergétique à partir de biomasse :

- Le SRCAE (Schéma Régional Climat Air Energie), document de planification co-élaboré par l'Etat et la Région, adopté en 2012. Il prévoit :
  - Une baisse de 20% des consommations en 2020 par rapport à 2005
  - 11% d'EnR en 2020 dont 2 TWhEF de biogaz, 3 TWhEF de bois domestique, 1,8 TWhEF de BE en RDC, 0,7 TWhEF de BE en chaufferies collectives et industrielles et 0,5 TWhEF de cultures énergétiques soit 8,3 TWhEF issus de biomasse
  - 45% d'EnR en 2050 dont 10 TWhEF de biogaz, 3 TWhEF de bois domestique, 3,5 TWhEF de BE en RDC, 2 TWhEF de BE en chaufferies collectives et industrielles et 0,5 TWhEF de cultures énergétiques soit 19 TWhEF issus de biomasse
- La stratégie Energie – Climat de la Région, qui traduit une ambition politique, votée en juillet 2018. Elle prévoit :
  - Une baisse de 17% des consommations en 2030 par rapport à 2015
  - 20% d'EnR&R, produites localement, et 40% de la consommation issue d'EnR&R en 2030, soit : 5 TWh de biométhane, 4,5 TWh de bois domestique, 4 TWh de BE (collectif et industriel) et 2 TWh de pyrogazéification soit 16 TWh issus de biomasse
  - 100% d'EnR&R en 2050

Il n'y a pas de lien réglementaire entre SRB et SRCAE, mais les objectifs du SRB doivent être établis en cohérence avec le SRCAE.

Les objectifs du SRB doivent de même être cohérents avec ceux du PRFB et du PRPGD. **Notamment, le principe d'usage efficient des ressources qui régit le développement de l'économie circulaire devra être pris en compte pour définir les trajectoires des usages énergétiques de la biomasse, notamment forestière :**



Le schéma régional biomasse devra de plus prendre en compte l'enjeu, particulièrement important en Île-de-France, de **la qualité de l'air**. A ce titre, il devra a minima respecter les textes en vigueur (PPA, arrêtés de prescriptions relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement...) mais aussi émettre des recommandations sur ce volet dans son document d'orientation.

Enfin, le schéma régional n'a pas de valeurs prescriptives. Il **n'est donc pas opposable**, mais il apporte un diagnostic du potentiel en termes de ressources énergétiques et un plan d'actions, qui devra tenir compte de la soutenabilité de l'usage énergétique de la biomasse, et donc des autres usages.